

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3053

3 décembre 2013

SOMMAIRE

AM Consulting S.à r.l.	146504	PC-FIX S.à r.l.	146499
Andalousia S.à r.l.	146500	Piron Flex S.à r.l.	146500
Bay Light Holdings Sarl	146506	Placostyl S.à r.l.	146501
B & B Logistik A.G.	146506	Polish Capital Investments IV S.à r.l.	146500
Beta P.S. S.A.	146505	Polish Capital Investments IV S.à r.l.	146500
BO Fund II	146501	Pombal S.A.	146509
Brazilian FI Investment S.à r.l. SPF	146506	Prada S.A.	146501
Corpimago S.A.	146543	PRC Engineering S.A.	146504
Hansainvest Lux S.A.	146508	Presta-Services S.A.	146505
Happy Natural Foods S.A.	146508	Private II Wealth Management	146498
Havsund S.à r.l.	146508	Pro Fencing Holdings S.A.	146501
Henderson Diversified Growth	146508	PS Holdco S.à r.l.	146509
Herman International S.A.	146506	QM Holdings 3 S.à r.l.	146505
Hôtel Europe S.à r.l.	146506	QM Holdings 5 S.à r.l.	146501
H.R.T. Services S.A.	146508	QS Finance Luxembourg	146544
HT WD Objekt III S.à r.l.	146507	RE-Invest Capital S.à r.l.	146539
International Synergie S.A.	146507	Restaurant-Friture du Parking S.à r.l. ...	146538
IVL Luxembourg S.A.	146507	RH & PARTNER Investment Funds	146504
Japan Property Holdco S.à r.l.	146507	Rowan California S.à r.l.	146499
J.P.Morgan Multi-Manager Strategies Fund	146507	Ruffer Protection Strategies	146504
Koch-Ex Luxembourg S.à r.l.	146498	SGAM AI KANTARA Co.II. S.à r.l.	146503
Koch Minerals Luxembourg S.à r.l.	146498	SGAM AI KANTARA Co.II. S.à r.l.	146502
LEA-G S.A., SPF	146542	SMI Holding II S.C.S.	146541
Olympia Luxembourg S.à r.l.	146498	Supernova Lease Co. S.à r.l.	146537
Opportunity Fund III Property XIII S.à r.l.	146498	Supertrio S.A.	146503
Osmosis International S.à r.l.	146537	Tang Chao, S.à r.l.	146505
Pallhuber Holding S.à r.l.	146500	Thorens S.à r.l.	146504
Parc-Immo Gestion s.à r.l.	146499	V1 Holding S.à r.l.	146502
Park Holdings S.à r.l.	146499	Voltima	146502
Pasie S.A.	146499	W.E.T. Holding (Luxembourg) S.A.	146502
		Yous Real Estate Group S.A.	146503

Koch-Ex Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 145.702.

Les comptes consolidés de la société Koch Exploration International, LP au 31 décembre 2012, reprenant les comptes annuels de Koch-Ex Luxembourg S.à r.l., ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152776/10.

(130186523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Koch Minerals Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 145.703.

Les comptes consolidés de la société Koch Exploration International, LP au 31 décembre 2012, reprenant les comptes annuels de Koch Minerals Luxembourg S.à r.l., ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152775/10.

(130186515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Opportunity Fund III Property XIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 123.489.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152926/9.

(130186600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Olympia Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6850 Manternach, 2C, Op der Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.659.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152933/9.

(130187402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Private II Wealth Management, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 169.430.

Veillez noter, qu'en date du 18 octobre 2013, Monsieur André LECOQ, ayant pour adresse professionnelle, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, s'est démis de ses fonctions de gérant au sein de la Société.

Luxembourg, le 31-10-2013.

Pour: Private II Wealth Management

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société Anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013152950/16.

(130186365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

PC-FIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4531 Obercorn, 174, avenue Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 146.255.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152962/9.

(130187325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Pasie S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 35.490.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013152960/14.

(130187403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Park Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 120.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152958/10.

(130186582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Parc-Immo Gestion s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4605 Differdange, 23, rue Adolphe Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 54.341.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152955/10.

(130187419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Rowan California S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 178.266.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 19 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013153007/11.

(130186549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Pallhuber Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 121.586.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Référence de publication: 2013152952/10.

(130186695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Piron Flex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9764 Marnach, 6, Op der Heed.
R.C.S. Luxembourg B 142.195.

—
Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152976/9.

(130187537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Polish Capital Investments IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 121.019.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Novembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013152978/12.

(130187120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Polish Capital Investments IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 121.019.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Novembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013152980/12.

(130187122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Andalousia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 59, côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 161.725.

—
Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 5 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013153245/11.

(130188390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

QM Holdings 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.462.

—
Veillez noter que l'adresse de l'associé Merrill Lynch Luxembourg Holdings S.à r.l. de la Société susmentionnée est la suivante avec effet au 17 Août 2012:

- 46A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Jacques Josset

Gérant B

Référence de publication: 2013152996/14.

(130186791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Pro Fencing Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 108.702.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Référence de publication: 2013152986/10.

(130186629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Placostyl S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165C, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 95.579.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152977/9.

(130187324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Prada S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 48.328.

—
Le Bilan au 31 janvier 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013152982/10.

(130187317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

BO Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 79.057.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BO Fund II

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013153297/11.

(130187910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Voltima, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 162.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Référence de publication: 2013153155/10.

(130187370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

V1 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 167.899.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013153156/14.

(130186672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

W.E.T. Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 93.674.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

Référence de publication: 2013153157/10.

(130186745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

SGAM AI KANTARA Co.II. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.567.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 31 octobre 2013:

- Ancienne situation associée:

Kantara, L.P., représentée par son general partner Kantara Investments Limited: 12.500 parts sociales

- Nouvelle situation associée:

	Parts sociales
RECORDATI S.A. CHEMICAL AND PHARMACEUTICAL COMPANY, R.C.S. Luxembourg B59154, ayant son siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.	12.500
Total	12.500

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour SGAM AI KANTARA Co. II S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013153065/20.

(130186897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Yous Real Estate Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 76-78, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 144.341.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04/11/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013153164/12.

(130186971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Supertrio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 94.274.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 12 septembre 2013

Monsieur Robert REGGIORI et Monsieur Régis DONATI sont renommés administrateurs.

Monsieur Régis DONATI est nommé Président du Conseil d'administration.

Monsieur Alexis DE BERNARDI est renommé commissaire aux comptes.

Les mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme

SUPERTRIO S.A.

Jacopo ROSSI

Administrateur

Référence de publication: 2013153103/17.

(130186769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

SGAM AI KANTARA Co.II. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 143.567.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date d 31 octobre 2013

1. Le siège de la société a été transféré de L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

2. Madame Anne Catherine GRAVE a démissionné de son mandat de gérante.

3. Monsieur Michel E. RAFFOUL a démissionné de son mandat de gérant.

4. La société CDS International Limited a démissionné de son mandat de gérante.

5. Monsieur Eric MAGRINI, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

6. Madame Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

7. Monsieur Fritz SQUINDO, administrateur de sociétés, né à Gressoney-Saint-Jean (Italie), le 19 mai 1956, demeurant à I-20148 Milan (Italie), Via Arosio no 4, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SGAM AI KANTARA Co. II. S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013153066/25.

(130187422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

RH & PARTNER Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 77.191.

Messieurs Pierre-Alain Eggly et Christian Jeanrond démissionnent de leur poste d'administrateur de la structure en date du 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013153023/9.

(130186380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Ruffer Protection Strategies, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 171.612.

Le Bilan pour la période du 17 septembre 2012 (date d'incorporation) au 30 avril 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013153008/12.

(130186802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

PRC Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 69, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 105.685.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Référence de publication: 2013152983/10.

(130187172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Thorens S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 600.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 158.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013153125/10.

(130186817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

AM Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5698 Welfrange, 13, Reimecherwee.

R.C.S. Luxembourg B 145.757.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.

EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE

31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER

Signature

Référence de publication: 2013153244/13.

(130188266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Presta-Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4979 Fingig, 72, rue Nicolas Margue.

R.C.S. Luxembourg B 49.961.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013152985/14.

(130186848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

QM Holdings 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.470.

Veuillez noter que l'adresse de l'associé Merrill Lynch Luxembourg Holdings S.à r.l. de la Société susmentionnée est la suivante avec effet au 17 Août 2012:

- 46A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Jacques Josset

Gérant B

Référence de publication: 2013152994/14.

(130186789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Tang Chao, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5710 Aspelt, 13, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 117.018.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013153106/10.

(130186920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Beta P.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 143.413.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration daté du 11 septembre 2013

En date du 11 septembre 2013, les membres du conseil d'administration de la Société ont décidé:

- de renouveler le mandat d'administrateur-délégué de Massimo LONGONI, consultant, résidant au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, jusqu'à la prochaine assemblée générale qui approuvera les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013153290/16.

(130187876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Brazilian FI Investment S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 177.133.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenu en date du 21 octobre 2013

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide de transférer le siège social de la société du 13 avenue de la gare, L-1611 Luxembourg au 22, avenue de la liberté, L-1930 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre, 2013.

Le gérant Mr. Olivier JARNY à également transféré son adresse professionnelle au 22, avenue de la liberté, L-1930 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2013153274/16.

(130187640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Bay Light Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 98.728.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013153264/10.

(130188107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

B & B Logistik A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 17, Op d'Schleid.

R.C.S. Luxembourg B 101.441.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Weiswampach, le 4 novembre 2013.

Référence de publication: 2013153262/10.

(130187682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Hôtel Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 166.352.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013153493/9.

(130188011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Herman International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 166.404.

—
Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013153491/9.

(130187886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Japan Property Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, avenue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 127.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013153537/9.

(130187774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

J.P.Morgan Multi-Manager Strategies Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 65.038.

Le bilan de la Société au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour J.P. Morgan Multi-Manager Strategies Fund
The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013153529/11.

(130188336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

IVL Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3441 Dudelange, 95, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 106.684.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Référence de publication: 2013153528/10.

(130187955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

International Synergie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 92.155.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Référence de publication: 2013153524/10.

(130187904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

HT WD Objekt III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 63.200,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 171.463.

Herr Rüdiger Sailer, geboren am 25. Oktober 1973 in Heilbronn, Deutschland, hat mit Wirkung zum 30. Oktober 2013 sein Mandat als Geschäftsführer der Gesellschaft niedergelegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 4. November 2013.

Für HT WD Objekt III S.à r.l.
Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2013153500/14.

(130187642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Hansinvest Lux S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 28.765.

Gemäß der Tagesordnung fassen die Aktionäre einstimmig folgenden Beschluss:

Erster und Einziger Beschluss

Die Versammlung ernennt einstimmig, vorbehaltlich der Genehmigung der CSSF, Herrn Frank Linker, wohnhaft in 54290 Trier, Jakobsspitalchen 2, zum Geschäftsführer der HANSAINVEST LUX S.A. für die Dauer von 2 Jahren bis zum 30. Juni 2015.

Herr Linker nimmt die Ernennung an.

Nach Verlesung haben die Anwesenden das Protokoll unterschrieben

Hamburg, den 20. Juni 2013.

Unterschriften.

Référence de publication: 2013153483/14.

(130188255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Henderson Diversified Growth, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 154.372.

Les comptes annuels au 31 juillet 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013153479/10.

(130187708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Havsund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 57.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.709.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013153476/10.

(130188369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

H.R.T. Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 150.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 5 novembre 2013.

Référence de publication: 2013153474/10.

(130188257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Happy Natural Foods S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7245 Walferdange, 2, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 73.889.

Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013153485/10.

(130187931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Pombal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 57.596.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Référence de publication: 2013152981/10.

(130187425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

PS Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 124.143.

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth of October.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

PS Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 178.346,

here represented by Mrs Linda Harroch, lawyer, residing in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal on 15 October 2013,

said proxy, initialed *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "PS Holdco S.à r.l." (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 124.143, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated January 23, 2007, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number 593 dated 12 April 2007 (page 28428) and amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 12 February 2007, published in the Mémorial C number 1199 dated 19 June 2007 (page 57536).

The appearing parties representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to change the nominal value of the shares from twenty-five euro (EUR 25.00) each down to three cents of euro (EUR 0.03) and increase the number of shares (without any further payment).

Second resolution

The sole shareholder resolves to decrease the Company's share capital by an amount of five million four hundred and fifty-four thousand three hundred and fifteen euro ninety-three cents (EUR 5,454,315.93) so as to reduce it from its present amount of seven million twelve thousand five hundred euro (EUR 7,012,500.00) down to one million five hundred and fifty-eight thousand one hundred and eighty-four euro and seven cents (EUR 1,558,184.07). The amount corresponding to such a share capital reduction is allocated to the Company's share premium account.

The shares capital is fixed at one million five hundred and fifty-eight thousand one hundred and eighty-four euro and seven cents (EUR 1,558,184.07) represented by fifty-one million, nine hundred and thirty-nine thousand four hundred and sixty-nine (51,939,469) shares of three cents of euro (EUR 0.03) each.

Third resolution

The sole shareholder resolves to create two (2) different classes of shares referred to as (i) the ordinary shares (the "Ordinary Shares") and (ii) the preference shares (the "Preference Shares").

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to convert:

(i) fifty-one million seven hundred and forty thousand five hundred and twelve (51,740,512) of the Existing Shares into fifty-one million seven hundred and forty thousand five hundred and twelve (51,740,512) Preference Shares, each having a par value of three cent of euro (EUR 0.03), thus resulting in a total nominal value for the Preference Shares of one million five hundred and fifty two thousand two hundred and fifteen euro and thirty-six cents (EUR 1,552,215.36) (the "Restated Aggregate Nominal Value of Preference Shares"). Those Existing Shares have initially been issued for an ag-

gregate price of eight million three hundred and seventy-five thousand nine hundred and seventy-three euro and three cents (EUR 8,375,973.03) which was allocated to (x) the share capital for an amount of two million thirty-eight thousand five hundred and seventy-five euro (EUR 2,038,575.00) (the “Existing Aggregate Nominal Value of Preference Shares”) and (y) to the share premium account for an amount of six million three hundred and thirty-seven thousand three hundred and ninety-eight euro and three cents (EUR 6,337,398.03) (the “Existing Share Premium of Preference Shares”). As a result of the above change of par value and decrease of share capital, the difference between the Existing Aggregate Nominal Value of Preference Shares and the Restated Aggregate Nominal Value of Preference Shares amounts to four hundred and eighty-six thousand three hundred and fifty-nine euro and sixty-four (EUR 486,359.64) which is then allocated exclusively to the share premium linked to the Preference Shares. As a consequence of the above the aggregate share premium linked to the Preference Shares amounts to six million eight hundred and twenty- three thousand seven hundred and fifty-seven euro and sixty-seven cents (EUR 6,823,757.67) and the aggregate value of the Preference Shares amounts to eight million three hundred and seventy-five thousand nine hundred and seventy-three euro and three cents (EUR 8,375,973.03).

(ii) one hundred and ninety-eight thousand nine hundred and fifty-seven (198,957) of the Existing Shares into one hundred and ninety-eight thousand nine hundred and fifty-seven (198,957) Ordinary Shares, each having a par value of three cent of euro (EUR 0.03), thus resulting in a total nominal value for the Ordinary Shares of five thousand nine hundred and sixty-eight euro and seventy-one cents (EUR 5,968.71) (the “Restated Aggregate Nominal Value of Ordinary Shares”). Those one hundred and ninety-eight thousand nine hundred and fifty-seven (198,957) Existing Shares have initially been issued for an aggregate price of twenty million four hundred and thirty-six thousand five hundred and sixty euro and sixty-eight cents (EUR 20,436,560.68) which was allocated to (x) the share capital for an amount of four million nine hundred and seventy-three thousand nine hundred and twenty-five euro (EUR 4,973,925.00) (the “Existing Aggregate Nominal Value of Ordinary Shares”) and (y) to the share premium account for an amount of fifteen million four hundred and sixty-two thousand six hundred and thirty-five euro and sixty-eight cents (EUR 15,462,635.68) (the “Existing Share Premium of Ordinary Shares”). As a result of the above change of par value and decrease of share capital, the difference between the Existing Aggregate Nominal Value of Ordinary Shares and the Restated Aggregate Nominal Value of Ordinary Shares amounts to four million nine hundred and sixty-seven thousand nine hundred and fifty-six euro and twenty-nine cents (EUR 4,967,956.29) which is then allocated exclusively to the share premium linked to the Ordinary Shares. As a consequence of the above the aggregate share premium linked to the Ordinary Shares amounts to twenty million four hundred and thirty thousand five hundred and ninety-one euro and ninety-seven cents (EUR 20,430,591.97) and the aggregate value of the Ordinary Shares amounts to twenty million four hundred and thirty-six thousand five hundred and sixty euro and sixty-eight cents (EUR 20,436,560.68).

Fifth resolution

As a consequence of the above, the sole shareholder resolves that the share capital of the Company shall be equal to one million five hundred and fifty-eight thousand one hundred and eighty-four euro and seven cents (EUR 1,558,184.07) represented by fifty-one million nine hundred and thirty-nine thousand four hundred and sixty-nine (51,939,469) shares subdivided into (i) one hundred and ninety-eight thousand nine hundred and fifty-seven (198,957) Ordinary Shares of three cent of euro (EUR 0.03) each and (ii) fifty-one million seven hundred and forty thousand five hundred and twelve (51,740,512) Preference Shares of three cent of euro (EUR 0.03) each.

Sixth resolution

The sole shareholder resolves to create one (1) additional class of shares referred to as the hurdle shares (the “Hurdle Shares”).

Seventh resolution

The sole shareholder decides to increase the Company’s share capital by an amount of forty-nine thousand six hundred and sixty-six euro and seventeen cents (EUR 49,666.17), so as to raise it from its present amount of one million five hundred and fifty-eight thousand one hundred and eighty-four euro and seven cents (EUR 1,558,184.07) up to one million six hundred and seven thousand eight hundred and fifty euro and twenty-four cents (EUR 1,607,850.24), by the issue of (i) sixteen thousand seventy-five (16,075) new Ordinary Shares (the “New Ordinary Shares I”), (ii) one million six hundred and twenty-three thousand three hundred and eighty-nine (1,623,389) new Preference Shares (the “New Preference Shares I”) and (iii) sixteen thousand seventy-five (16,075) new Hurdle Shares (the “New Hurdle Shares I”, together with the New Ordinary Shares I and the New Preference Shares I, the “New Shares I”), each having a nominal value of three cents of euro (EUR 0.03), having the same rights and obligations as set out in the Company’s articles of incorporation as amended by the below resolutions and fully paid up by a contribution in cash in the amount of one million six hundred and fifty-five thousand five hundred and thirty-nine euro (EUR 1,655,539.00) (the “Contribution I”).

All the New Shares I are entirely subscribed by PS Zweite Beteiligungs GmbH & Co. KG, a limited partnership (Kommanditgesellschaft) incorporated under the laws of Germany, to be registered with the commercial register of the local court of Ulm (registration no. to be assigned) having its registered office at Lise Meitner-Straße 15, 89081 Ulm (“PS MEP KG Two”), duly represented by a power of attorney granted under private seal in Frankfurt on the 17th of October 2013.

The total contribution amount of one million six hundred and fifty-five thousand five hundred and thirty-nine euro (EUR 1,655,539.00) for the New Shares I is allocated as follows: (i) forty nine million sixty hundred and sixty-six euro and seventeen cents (EUR 49,666.17) are allocated to the Company' share capital and (ii) one million six hundred and five thousand eight hundred and seventy-two euro and eighty-three cents (EUR 1,605,872.83) to the Company's share premium account.

The proof of the existence and of the value of the Contribution I has been produced to the undersigned notary.

Eighth resolution

The shareholders decide to increase the Company's share capital by an amount of fifteen thousand fourteen euro and thirteen cents (EUR 15,014.13), so as to raise it from its present amount (following the previous increase) of one million six hundred and seven thousand eight hundred and fifty euro and twenty-four cents (EUR 1,607,850.24) up to one million six hundred and twenty-two thousand eight hundred and sixty-four euro and thirty-seven cents (EUR 1,622,864.37), by the issue of (i) seven thousand one hundred and forty (7,140) new Ordinary Shares (the "New Ordinary Shares II"), (ii) four hundred and eighty-six thousand one hundred and ninety-one (486,191) new Preference Shares (the "New Preference Shares II") and (iii) seven thousand one hundred and forty (7,140) new Hurdle Shares (the "New Hurdle Shares II", together with the New Ordinary Shares II and the New Preference Shares II, the "New Shares II"), each having a nominal value of three cents of euro (EUR 0.03) and having the same rights and obligations as set out in the Company's articles of incorporation as amended by the below resolutions.

All the New Shares II are paid up by a contribution in kind consisting in an interest currently held by Markus Wild (the "MW Interest"), born in Kleve on June 7, 1966, residing at Waldhauser Straße 11, 78050 Villingen-Schwenningen, Germany in the fixed capital of PS Management Beteiligungs GmbH & Co. KG, a limited partnership (Kommanditgesellschaft), incorporated under the laws of Germany, registered with the commercial register of the local court of Ulm under HRA 720680 (the "Existing MEP KG"), for an aggregate amount of five hundred thousand four hundred and seventy-one euro (EUR 500,471.00) (the "Contribution II").

All the New Shares II are entirely subscribed by Markus Wild, prenamed, duly represented by a power of attorney granted under private seal in Germany on the 14th of October 2013. The value of the Contribution II amounts to five hundred thousand four hundred and seventy-one euro (EUR 500,471.00) for those New Shares II and is allocated (i) to the Company' share capital for an amount of fifteen thousand fourteen euro and thirteen cents (EUR 15,014.13) (ii) to the Company's share premium account for an amount of four hundred and eighty-five thousand four hundred and fifty-six euro and eighty-seven cents (EUR 485,456.87).

The above Contribution II has been dealt with in a valuation report issued by the management of the Company, which certifies that the total value of the Contribution II is equal to the value of the New Shares II issued in consideration to the MW Interest. Said valuation report, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Ninth resolution

The shareholders decide to increase the Company's share capital by an amount of twelve thousand ten euro and twenty-six cents (EUR 12,010.26), so as to raise it from its present amount (following the previous increase) of one million six hundred and twenty-two thousand eight hundred and sixty-four euro and thirty-seven cents (EUR 1,622,864.37) up to one million six hundred and thirty-four thousand eight hundred and seventy-four euro and sixty-three cents (EUR 1,634,874.63), by the issue of (i) five thousand eight hundred and four (5,804) new Ordinary Shares (the "New Ordinary Shares III"), (ii) three hundred and eighty-eight thousand seven hundred and thirty-four (388,734) new Preference Shares (the "New Preference Shares III") and (iii) five thousand eight hundred and four (5,804) new Hurdle Shares (the "New Hurdle Shares III", together with the New Ordinary Shares III and the New Preference Shares III, the "New Shares III"), each having a nominal value of three cents of euro (EUR 0.03), and having the same rights and obligations as set out in the Company's articles of incorporation as amended by the below resolutions.

All the New Shares III are paid up by a contribution in kind consisting in an interest currently held by Karin Gensow (the "KG Interest") born in Ulm on July 31, 1962, residing at Schwarzenbergerstraße 32, 89081 Ulm, Germany in the fixed capital of the Existing MEP KG, for an aggregate amount of four hundred thousand three hundred and forty-two euro (EUR 400,342.00) (the "Contribution III").

All the New Shares III are entirely subscribed by Karin Gensow, prenamed, duly represented by a power of attorney granted under private seal in Ulm on the 14th of October 2013. The value of the Contribution III amounts to four hundred thousand three hundred and forty-two euro (EUR 400,342.00) for those New Shares III and is allocated (i) to the Company' share capital for an amount of twelve thousand ten euro and twenty-six cents (EUR 12,010.26) and (ii) to the Company's share premium account for an amount of three hundred and eighty-eight thousand three hundred and thirty-one euro and seventy-four cents (EUR 388,331.74).

The above Contribution III has been dealt with in a valuation report issued by the management of the Company, which certifies that the total value of the Contribution III is equal to the value of the New Shares III issued in consideration to the KG Interest. Said valuation report, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Tenth resolution

The shareholders decide to increase the Company's share capital by an amount of two hundred and fifty euro and seventy-four cents (EUR 250.74), so as to raise it from its present amount (following the previous increase) of one million six hundred and thirty-four thousand eight hundred and seventy-four euro and sixty-three cents (EUR 1,634,874.63) up to one million six hundred and thirty-five thousand one hundred and twenty-five euro and thirty-seven cents (EUR 1,635,125.37), by the issue of (i) four thousand one hundred and seventy-nine (4,179) new Ordinary Shares (the "New Ordinary Shares IV") and four thousand one hundred and seventy-nine (4,179) new Hurdle Shares (the "New Hurdle Shares IV", together with the New Ordinary Shares IV the "New Shares IV"), each having a nominal value of three cents of euro (EUR 0.03), having the same rights and obligations as set out in the Company's articles of incorporation as amended by the below resolutions and fully paid up by a contribution in cash amounting to eight thousand three hundred and fifty-eight euro (EUR 8,358.00) (the "Contribution IV").

All the New Shares IV are entirely subscribed by PS Erste Beteiligungs GmbH & Co. KG, a limited partnership (Kommanditgesellschaft) incorporated under the laws of Germany, to be registered with the commercial register of the local court of Ulm (registration no. to be assigned) having its registered office at Lise-Meitner-Straße 15, 89081 Ulm ("PS MEP KG One"), duly represented by a power of attorney granted under private seal in Frankfurt on the 17th of October 2013.

The total contribution amount of eight thousand three hundred and fifty-eight euro (EUR 8,358.00) for the New Shares IV is allocated as follows: (i) two hundred and fifty euro and seventy-four cents (EUR 250.74) are allocated to the Company's share capital and (ii) eight thousand one hundred and seven euro and twenty-six cents (EUR 8,107.26) to the Company's share premium account.

The proof of the existence and of the value of the Contribution IV has been produced to the undersigned notary.

Eleventh resolution

As a consequence of the above, the shareholders resolve that the share capital of the Company is equal to one million six hundred and thirty-five thousand one hundred and twenty-five euro and thirty-seven cents (EUR 1,635,125.37) represented by fifty-four million five hundred and four thousand one hundred and seventy-nine (54,504,179) shares of three cent of euro (EUR 0.03) each, subdivided into:

- (i) two hundred and thirty-two thousand one hundred and fifty-five (232,155) Ordinary Shares;
- (ii) fifty-four million two hundred and thirty-eight thousand eight hundred and twenty-six (54,238,826) Preference Shares; and
- (iii) thirty-three thousand one hundred and ninety-eight (33,198) Hurdle Shares.

Twelfth resolution

The Shareholders resolves to fully restate the articles of incorporation of the Company without amending the purpose clause, which shall then read as follows:

Chapter I. - Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form - Corporate Name.

1. There exists a private limited company under the name "PS Holdco S.à r.l.", which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the sole Director, or in case of plurality of Directors, the Board of Directors of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Art. 3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign, commercial, industrial or financial entities, by way of, among others, the subscription or acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any way, or financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may in particular enter into the following transactions:

- borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other equity instruments or debt instruments, convertible or not into shares of the Company, the use of financial derivatives or otherwise;
- advance, lend or deposit money or give credit to Affiliates through, including but not limited to, the subscription to bonds, notes, certificates and other equity instruments or debt instruments, convertible or not into shares of any Affiliate;

- enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the property assets (present or future) of the undertaking or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Affiliates, or any Director, Director or other agent of the Company or any of the Affiliates, and to render any assistance to the Affiliates, within the limits of the laws of Luxembourg;

and

- enter into any agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements, connected directly or indirectly to the areas described above;

it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above, however without taking advantage of specific tax regime organised by the law of July 31, 1929 on holding companies.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital is fixed at one million six hundred and thirty-five thousand one hundred and twenty-five Euro and thirty-seven cents (EUR 1,635,125.37) represented by fifty-four million five hundred and four thousand one hundred and seventy-nine (54,504,179) shares subdivided into:

- two hundred and thirty-two thousand one hundred and fifty-five (232,155) Ordinary Shares;

- fifty-four million two hundred and thirty-eight thousand eight hundred and twenty-six (54,238,826) Preference Shares; and

- thirty-three thousand one hundred and ninety-eight (33,198) Hurdle Shares,

all such shares having a nominal value of three cents of euro (EUR 0.03) each.

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Share indivisibility.

6. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Chapter III. - Management

Art. 7. Management.

7.1 The Company is managed by one or more Director(s) appointed by the resolution of the Shareholder(s). In case of plurality of Directors, they will constitute a board of Directors (the "Board of Directors").

7.2 The Directors need not to be Shareholders. The Directors may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the Shareholder(s).

Art. 8. Powers of the Sole Director or the Board of Directors.

8.1 In dealing with third parties, the sole Director or, in case of plurality Directors, the Board of Directors, without prejudice to articles 8 and 10 of the present Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

8.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the sole Director or in case of plurality of Directors, of the Board of Directors.

Art. 9. Representation of the Company. Towards third parties, the Company shall be, in case of the sole Director, bound by the sole signature of the sole Director or, in case of plurality of Directors, by the sole signature of any two Directors or by the signature of any person to whom such power shall be delegated.

Art. 10. Delegation and agent of the sole Director or of the Board of Directors.

10.1 The sole Director or, in case of plurality of Directors, any two Directors may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

10.2 The sole Director or, in case of plurality of Directors, any two Directors will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 11. Meeting of the Board of Directors.

11.1 In case of plurality of Directors, the meetings of the Board of Directors are convened by any Director. No meeting of the Board of Directors may validly be held in the United Kingdom.

11.2 The Board of Directors may validate debate and take decisions without prior notice if all the Directors are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

11.3 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at later stage except in case where such Director is in the United Kingdom.

11.4 The Board of Directors can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Directors shall be adopted by a simple majority.

11.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Director is able to hear and to be heard by all other participating Director whether or not using this technology, and each participating Director shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone. No Director may participate in a telephone board meeting whilst being in the United Kingdom.

11.6 A written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Directors.

11.7 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Director or by any person nominated by any Director or during a meeting of the Board of Directors.

Art. 12. Matters requiring board consent.

12.1 The following matters shall not be taken or implemented by the PS Group without the prior consent of the Board of Directors granted by resolutions of the Board of Directors:

12.1.1 agreeing or changing the overall commercial strategy of the PS Group, including any new lines of business or geographical expansion;

12.1.2 the adoption of the annual (consolidated) accounts of any part of the PS Group;

12.1.3 the adoption or amendment of the strategic framework and the core target parameters of the Business Plan for PS Holding GmbH and any of its subsidiaries (Business Plan means an annual business plan (including a monthly budget) for PS Holding GmbH and any of its subsidiaries);

12.1.4 the alteration of the accounting reference date or the accounting policies of PS Holding GmbH or any of its subsidiary;

12.1.5 the creation, consolidation, sub-division conversion or cancellation of any share capital of PS Holding GmbH or any of its subsidiary;

12.1.6 the issue or allotment of any share capital of any company of the PS Group or the creation of any option or right to subscribe or acquire, or convert any security into, any share capital of any company of the PS Group;

12.1.7 any reduction of the share capital of any company of PS Group;

12.1.8 the purchase or redemption (provided that such redemption is on a pro rata basis between holders of a class of shares) of the share capital of any company of the PS Group;

12.1.9 the declaration or payment of any dividend or the declaration or making of any other distribution or the passing of any resolution to retain or allocate profits by any company of the PS Group or any of its direct or indirect subsidiaries which are not included into a tax pooling ("Organkreis");

12.1.10 the alteration of any of the Finance Documents in any material respect, unless such amendment has been approved as part of the Business Plan or the budget;

12.1.11 the entering into of any loan facilities agreements in connection with either a refinancing of the existing Finance Documents or any existing equity financing provided to a company of the PS Group or the acquisition of a business asset or alteration or repayment thereof ("Refinancing Agreement");

12.1.12 the incurring of borrowings by the PS Group above an amount of EUR [1] Mio. other than under a duly approved Refinancing Agreement or as permitted thereunder; the creation of any encumbrance over any asset of, or the giving of any guarantee by the PS Group above an amount of EUR [1] Mio. and other than pursuant to or permitted under a duly approved Refinancing Agreement or in the ordinary course of trading;

12.1.13 any action or omission that would constitute a breach of the Finance Agreements;

12.1.14 the appointment or removal of any Director who shall be designated to perform the role of a chief executive officer of PS Holding GmbH or any of its subsidiary and the entry into, termination or variation of any contract with such Director;

12.1.15 the entry into, termination or variation of any transaction between any company of the PS Group and (i) a Shareholder of the Company other than the Palamon Funds (unless the transaction is not on market terms for the service provided) or (ii) any affiliate of such Shareholder or (iii) any Director or officer of such Shareholder or any affiliate of such Shareholder;

12.1.16 the entry into, termination or variation of any contract (including an employment or advisory contract) or arrangement between (a) any company of the PS Group and (b) any Manager or any member of the management of any company of the PS Group or person who is a connected person to any of the person referenced before, including the variation of the remuneration or other benefits under such a contract or arrangement, and the waiver of any breach of such a contract or arrangement with obligations arising thereunder above an amount of EUR 1 Mio. in an individual case or EUR 5 Mio. p.a. in aggregate;

12.1.17 the acquisition or disposal of any business (or a material part thereof) by any company of the PS Group with a value in excess of EUR 5 Mio.;

12.1.18 the disposal by any company of the PS Group of any shareholding or other equity participation in any subsidiary (regardless of value);

12.1.19 the repayment by any company of the PS Group of capital or assets to any of the Shareholders;

12.1.20 any resolution to wind up or the filing of a petition for winding up by any company of the PS Group or the making by any company of the PS Group of any arrangement with creditors generally or any application for an administration order or for the appointment of a receiver or administrator;

12.1.21 any application for the listing of any shares or other securities of any company of the PS Group on any stock exchange or for permission for dealings in any shares of other securities for any company of the PS Group in any securities market;

12.1.22 appointing a financial adviser, commencing negotiations in relation to, or entering into in any transaction which is a realization or involves the sale of substantially all of the assets of any company of the PS Group or a substantial reorganization of any company of the PS Group and/or its assets;

12.1.23 any substantial change in the management organization or reporting structure of the PS Group;

12.1.24 the approval of any and all press releases which refer, also indirectly, to Palamon or any associate of Palamon;

13.1.25 the acquisition or establishment by any company of the PS Group of any business or part thereof undertaking with an aggregated value of EUR 5 Mio. or more;

12.1.25 the selection of, or any charge to, the following parties used by any company of the PS Group: accountants, legal counsels, banking institutions with which any company of the PS Group maintains deposits, borrowings or other relationships, investment banking institutions, public relations and advertising agent, any outside consultants, in each case where the expenditure with such person is expected to exceed EUR 2.5 Mio. in any financial year and save for appointments or changes that are contemplated in the Budget or Business Plan;

12.1.27 any opening of letters of credit in excess of EUR 2 Mio.

12.1.28 the approval of any contract or commitment in respect of a capital expenditure (a) not contemplated in a budget approved by the Board of Directors including capital expenditures in lieu of other capital expenditures specifically contemplated in the budget approved by the Board of Directors exceeding EUR 1 Mio. per project or EUR 2 Mio. in aggregate per annum and (b) which would result in the total amount spent during the relevant year exceeding the limit for capital expenditure contemplated in the budget approved by the Board of Directors.

Art. 13. ERISA rights.

13.1 For as long as an ERISA Fund or its nominees are directly or indirectly Shareholders of the Company, that ERISA Fund will obtain certain management rights in the Company and its subsidiaries in a manner and to the extent permitting such ERISA Fund to substantially influence or participate in the management of the Company and its subsidiaries. Accordingly, it is agreed for the benefit of each of the ERISA Funds individually that each ERISA Fund or its nominee shall have the right (which rights shall belong solely to, and shall be exercised exclusively by, such ERISA Fund for its own benefit and for its own account) from time to time and at any time by notice in writing to propose up to two persons for election as Directors of the Company and each of its subsidiaries and the Shareholders and the Shareholders of the subsidiaries shall vote and take such other action as may be necessary to ensure that in each case one person proposed by each ERISA Fund shall hold office as a Director of the Company and each of its subsidiaries (collectively the "ERISA Directors").

13.2 The Shareholders in each of the ERISA Funds include limited partners which are entities governed in the United States of America by the Employee Retirement Income Security Act 1974 as amended from ("ERISA"). In order to permit the limited partners governed by ERISA to treat each of the ERISA Funds as VCOC's for the purpose of ERISA they need to obtain certain management rights in companies in which they invest in a manner and to an extent that will permit the ERISA Funds to qualify as a VCOC. Accordingly, it is agreed that as long as an ERISA Fund directly or indirectly holds any Shares in the Company, the Company and its subsidiaries and their designated representatives shall provide each ERISA Fund (individually) with the following rights to the extent such rights are permissible under the applicable statutory laws (which rights shall belong solely to, and shall be exercised exclusively by, such ERISA Fund for its own benefit and for its own account):

13.2.1 the right to visit and inspect any of the offices and properties of the Company and its subsidiaries and the rights to inspect and copy the books and records of the Company and its subsidiaries, at such times as the ERISA Fund shall reasonably request;

13.2.2 the rights to appoint a representative to attend as an observer each and every meeting of the Board of Directors of the Company (and the board of Directors of each subsidiary thereof). The appointment and removal of such a representative shall be by written notice from the ERISA Fund to the Company and shall take effect upon the delivery of written notice thereof at the Company's registered office or at any meeting of the Board of Directors;

13.2.3 the right to receive, within a reasonable time after its written request therefore, any information relating to the Company or its subsidiaries or associated companies as it in its sole discretion deems fit, including without limitation: (i) within 30 days of the month end monthly consolidated financial information and statements, including but not limited to a balance sheet, profit and loss and cash flow statements of the Company and each of its subsidiaries and associated companies; (ii) within 90 days of the end of each accounting period end annual audited consolidated financial statements; (iii) on an annual basis and no later than 30 days prior to the beginning of the Company's financial year or, if so requested on a more frequent basis, the business plan, budget and cash flow forecasts and projections of the Company and each of its subsidiaries and associated companies; (iv) monthly reports including a narrative setting out the progress of the group on matters materially affecting the business and affairs of the group; and (v) such additional financial or management information as the ERISA Fund may reasonably request including any operating reports, budgets, other financial reports and details of material developments or events or significant proposals;

13.2.4 the right to meet on a regular basis with the Directors or other personnel of the Company and its subsidiaries and associated companies from time to time and upon reasonable notice to the Company (or the applicable subsidiary or associated company) for the purpose of consulting with, rendering advice, recommendations and assistance to, and influencing the Directors of the Company (or its subsidiaries and associated companies) or obtaining information regarding the Company's or any of its subsidiaries' (or associated companies') business operations, financial condition, activities and prospects and expressing its views thereon including, significant changes in management, personnel and compensation of employees, introduction of new products or new lines of business, important acquisitions or dispositions of plants and equipment, significant research and development programmes, the purchasing or selling of important trademarks, licences or concessions or the proposed commencement or compromise of significant litigation;

13.2.5 the right to submit proposals and suggestions to the Board of Directors of the Company or the board of any of its subsidiaries, if not adopted by management; and

13.2.6 to the extent consistent with applicable law (and with respect to events which require public disclosure, only following the Company's public disclosure thereof through applicable securities law filings or otherwise), the rights to receive notice in advance with respect to any significant corporate actions, including, without limitation, extraordinary dividends, mergers, acquisitions or dispositions of assets, issuances of significant amounts of debt or equity and material amendments to the Articles, and the right to consult with the Company with respect to such actions.

13.3 In the event that the Company ceases to qualify as an "operating company" (as defined in the first sentence of 29 C. F. R. Section 2510 3-101(e)), then the Company and each Shareholder will co-operate in good faith to take all reasonable action necessary to provide that the investment of Palamon EE or Palamon II qualifies as a "venture capital operating company" (as defined in the Plan Asset Regulations) and shall continue to qualify as a "venture capital investment" (as defined in the Plan Asset Regulations). This provision shall not be construed as an obligation on any Party to provide any additional finance to the Company or its subsidiaries.

13.4 For the purpose of this article, ERISA Fund means both or either of Palamon European Equity II L.P. and Palamon European Equity II "BOA" L.P.

Chapter IV. - General Meeting of Shareholders

Art. 14. Powers of the general meeting of Shareholder(s) - votes.

14.1 The single Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting.

14.2 In case of the plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his Shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

14.3 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Laws.

14.4 Pursuant to Article 100 of the Law, in the event of a loss of half of the corporate capital of the Company, the Board of Directors must convene a general meeting, so that it is held within a period not exceeding two months from the time at which the loss was or should have been ascertained by them and such meetings shall resolve in accordance with the conditions provided in Article 67-1 of the Law on the possible dissolution of the Company. The same rules shall be observed where the loss equals at least three quarters of the corporate capital provided that, in such case, dissolution shall take place if approved by one fourth of the votes cast at the meeting. To the extent any losses arise by virtue of the difference between income or yield generated by or arising under loans or other instruments to be granted by the Company to any subsidiaries and yield or other charges, expenses or accruals, generated or arising under loans and other instruments issued to the Shareholders and a Shareholders general meeting is convened or an equivalent resolution is

required to resolve upon the continuation of the Company, the Shareholders agree to use their voting rights in favor of the continuation of the Company and not to vote for its dissolution.

Chapter V. - Transfer of Shares - New Issues

Art. 15. Transfer of Shares.

15.1 No shares in the Company shall be issued and no Shares or other instruments or securities shall be transferred to a person who is not already a Shareholder or if so required by the Board of Directors in the case of a Director, any document that might be referred to in the Shareholder' Agreement, if so required by the Board of Directors, submitted to the Board of Directors a legal opinion confirming the validity and enforceability thereof, satisfactory in form and substance to the Board of Directors acting reasonably.

15.2 Unless the Board of Directors explicitly agrees otherwise, no Shares shall be transferred unless the transferee at the same time acquires a proportional amount of other instruments or securities which may be issued by the Company from time to time and which are held by the transferor.

15.3 The Shareholders are only permitted to transfer, assign, sell, dispose, encumber or create any interest in or right or claim to, their Shares, or other instruments or securities issued by the Company (or to enter into any agreement or undertaking to do so) if in compliance with articles 15.1 and 15.2 above and only:

15.2.1 in the case of the Palamon Funds, on a Syndication; or

15.2.2 as permitted under article 16; or

15.2.3 when required, or in acceptance of an offer made by an Acquirer, under article 17; or

15.2.4 with the prior written consent of the Board of Directors,

provided that no transfer, assignment, Encumbrance or creation of any interest in Holdco Shares or right or claim to, or to the benefit of, a competitor of the Company shall be permitted without the prior written consent of the Board of Directors.

15.4 Other than in the event of the Shares issued on 18 October 2013 or in the event of article 15.5, the Shareholders agree that upon an increase of the issued share capital of, or other issue of securities by the Company, each holder of Ordinary Shares ("Existing Shareholder") shall have the right to subscribe on the same terms for that proportion of new shares or securities which is as nearly as practicable equal to the proportion of the nominal value of the Ordinary Shares held by it to the nominal value of all Ordinary Shares then in issue. Such right shall, except in case of urgency as resolved by the Board of Directors, be exercisable for a period of 30 days following the resolution to increase the capital or issue new shares or securities. An Existing Shareholder who is a Palamon Fund or an Affiliate thereof may nominate any one or more of its Affiliates to subscribe for all or any of those new shares or securities in the Company for which the Existing Shareholder is entitled to subscribe pursuant to the foregoing sentence. If new shares or securities are issued with a premium or in connection with other related obligations (including the obligation to provide additional debt funding) the same terms and conditions relating to the subscription of the new shares or securities shall apply to all Existing Shareholders including, for the avoidance of doubt, article 15.1 and 15.2.

15.5 The Board of Directors may request the Shareholders to waive their subscription rights under article 15.4 and to admit a new Shareholder as nominated by the Board of Directors as a subscriber for such number of new shares or equity securities on such terms as the Board of Directors may in its reasonable discretion determine (and the Shareholders undertake to comply with any such request and shall vote in favour of such Shareholder resolutions as may be requested to effect this) if:

15.5.1 the Board of Directors takes a decision to issue Shares or other equity securities or options to acquire or subscribe for Shares to existing or new Managers of the PS Group, either directly or to PS MEP KG One / PS MEP KG Two as their vehicle, or to the Company or any of its Permitted Transferees in connection with any option or other commitment pursuant to which any Manager of the PS Group or PS MEP KG One or PS MEP KG Two may directly or indirectly acquire or subscribe for Shares or may otherwise receive an economic benefit or incentive related to or derived from Shares (such option or other commitment referred to as "Option(s)"), up to an aggregate maximum (on a diluted basis, but before any dilution pursuant to article 15.5.2) of up to 18% of the Ordinary Share, including such approx. 16.3% of Ordinary Shares held by the PS MEP KG One or PS MEP KG Two as of today; or

15.5.2 the Board of Directors takes the decision to invest in assets or shares of another company (the "Add-on Investment") pursuant to which all or some of the consideration is proposed to be settled by means of shares and related debt instruments, provided that if the new Shareholder under this article 15.5.2 is an Affiliate of the Palamon Funds, the Board of Directors must obtain a fairness opinion from a reputable independent investment bank or corporate finance adviser as to the valuation of the shares or assets to be acquired by the Company and the shares and debt instruments proposed to be issued by the Company.

15.6 If in the event of an issue of new Shares in respect of which the subscription right pursuant to article 15.4 applies, one or more Shareholders decide to not subscribe for new Shares, the Shareholders proposing the new issue of Shares shall, prior to the extra ordinary meeting convened to resolve on the issue, consult with the CEO and the CFO of the PS Group with respect to the valuation underlying to the issue. If then, the CEO and the CFO of the PS Group do not object to the valuation within a period of two (2) weeks or, in case of urgency, a shorter period as determined by the Shareholder proposing the issue from the presentation of a summary valuation to the CEO and the CFO of the PS Group,

the Shareholder proposing the issue of new Shares may proceed with the issue on the basis of the valuation proposed by it (which then between the Shareholders and Managers shall be final and binding with respect to such proposed issue of new Shares). In case the CEO and the CFO of the PS Group object to the proposed valuation (such objection to be delivered in writing to the Board of Directors and all other Shareholders together with a reasonably detailed reasoning for such objections) then the CEO and the CFO on the one hand and the Company on the other hand shall appoint (if not already appointed) either Deloitte, KMPG or E&Y (and the Company shall so appoint), as an independent valuation expert (“Independent Expert”) to prepare a valuation report and determine the appropriate value of the company as basis for the issuance of the new Shares and the Shareholder proposing the issue may then proceed with the proposed issuance of Shares on the basis of the valuation set forth in the valuation report of the Independent Expert. Failing agreement on the appointment of the Independent Expert within one week from a proposal from either side, the Independent Expert shall be selected from the aforementioned list by the president of the German institute of chartered accountants (IDW). The decision of the Independent Expert with respect to the fairness of the valuation underlying to the proposed issue of new Shares is final and binding upon the Shareholders and any review is limited to obvious mathematical errors and apparently inappropriate valuation assumptions and conclusions.

15.7 Upon any transfer in accordance with articles 15 to 17, the relevant transferor shall be released from the liabilities and obligations assumed by the transferee.

15.8 PS Topco or its Permitted Transferee shall be reimbursed by the Company for any reasonable costs and expenses arising in connection with the grant and fulfillment of any Options. Any proceeds received by the Company or its Permitted Transferee from Shares subscribed in connection with any Option after recuperation of the subscription price and costs and expenses and after due satisfaction of all obligations arising from the respective underlying agreements shall be shared between the (remaining) Shareholders of the Company pro rata their holding of Shares.

Art. 16. Palamon Permitted Transfers.

16.1 Subject to the obligation for any transferee to become a Shareholder as provided for in article 15.1 above, the Palamon Funds (and its Affiliates including PS Topco) shall have the right to transfer shares or any other securities or instruments issued to them in connection with their investment at their sole discretion:

16.1.1 to Affiliates or, on a distribution in kind or specie, to the underlying investors in such Palamon Funds, or to another institutional investor which is advised or managed by the adviser or manager of such Palamon Funds, or its underlying investors in each such case without any restrictions; and

16.1.2 with respect to a co-investment or similar scheme for the benefit of officers, employees and partners of Palamon Capital Partners, LP and its Affiliates (“Co-Investment Scheme”) to any person which holds or is to hold assets for a Co-Investment Scheme or to the officers, employees and partners entitled to such assets under the Co-Investment Scheme (“Permitted Transfers”).

Art. 17. Purchase Offer and Bring Along.

17.1 If the Shareholders holding more than 50% of the Shares (including in any case the Preference Shares) then in issue (the “Selling Investors”) wish to sell more than 50% of the Shares and other securities or instruments then held by them and find a bona fide arm’s length purchaser which is not an Affiliate of any such Shareholders and agree terms for the sale to such purchaser of all or a part of the Shares and other securities or instruments then held by them and the Board of Directors so resolves, then, on receipt of written notification of such fact, all the other holders of Shares shall be bound and undertake to accept any offer from such a purchaser or to tender all such shares or a proportional part on a pro rata basis in relation to all Ordinary Shares, Hurdle Shares and Preference Shares and any other securities or instruments issued by the Company in such sale (whereby the Shareholders are bound to sell a part of their Ordinary Shares and the Hurdle Shares which in each case is proportionate to the portion of Ordinary Shares sold by the Selling Investor and a part of their Preference Shares which is proportionate to the portion of Preference Shares sold by the Selling Investor) on the same terms as agreed and at the same time as the Selling Investors sell or tender their shares and any other securities or instruments issued by the Company, provided that (i) if and to the extent the Selling Investors agree to sell classes of shares or other securities or investments different from those classes of shares, certificates and other instruments held by the other holders of Shares, the consideration for all such shares, certificates and instruments shall be allocated in accordance with article 22 which shall apply mutatis mutandis and (ii) the liability of the other Shareholders under any representations, warranties, undertakings or covenants shall be limited (in the absence of willful misconduct or fraud on their part) to the value of the consideration received for their Shares and other securities or instruments).

17.2 No sale of Shares (other than any Permitted Transfer) shall be made by a Shareholder (the “Selling Party”) to any one or more persons (other than any Permitted Transferee) (the “Acquirer”) if such Acquirer(s) together acquire more than 50% of all Ordinary Shares then in issue, unless the Acquirer shall have made a binding offer (with no conditions other than those which apply to the proposed transfer of all the respective Shares) to the other Shareholders to acquire a proportional part of their Shares and any other securities or instruments issued by the Company then held by them which is proportionate to the portion of Ordinary Shares sold by the Selling Investor, i.e. a part of their Ordinary Shares and Hurdle Shares (if any) proportionate to the portion of Ordinary Shares sold by the Selling Investor and a part of their Preference Shares proportionate to the portion of Preference Shares sold by the Selling Investor, at a price at least equal to the price per Share (or part thereof) and for such and other securities or instruments offered by the Acquirer to the

Selling Party wanting to divest provided that if and to the extent the Selling Part(y/ies) has/have agreed to sell classes of shares, certificates or instruments different from those classes of shares, certificates and instrument held by the other holders of Shares, the consideration for all such shares, certificates and instruments shall be allocated in accordance with article 22 which shall apply mutatis mutandis. The offer to the other Shareholders shall be open for acceptance for at least (fifteen) 15 days after receipt of such offer.

17.3 Article 17.2 shall apply mutatis mutandis in the event of a sale of less than 50% of all Ordinary Shares or Preference Shares then in issue to an Acquirer, provided, however, that the other Shareholders may sell, at their sole discretion, a proportional part or any lower portion.

Chapter VI. - Business Year

Art. 18. Business Year.

18.1 The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

18.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the sole Director or in case of plurality of Directors, by the Board of Directors and the sole Director or in case of plurality of Directors, the Board of Directors prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

18.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. Distribution right of shares.

19.1 The profits in respect of financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

19.2 From the net profits thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

19.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the sole Director or in case of plurality of Directors, the Board of Directors shall propose that cash available for remittance be distributed.

19.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by a majority vote of the Shareholders.

Chapter VII. - Liquidation

Art. 20. Causes of dissolution.

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholder.

Art. 21. Liquidation.

21.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority of Shareholders.

21.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 22. Distribution in case of Liquidation.

22.1 In the event of any liquidation or winding up of the Company, the proceeds of liquidation be applied to instruments issued by the Company as follows:

22.1.1 firstly, all debt instruments issued by the entity being liquidated shall be fully repaid in order of the priority specified in such instruments (failing which, *pari passu*) and *pari passu* between the holders of a particular instrument, including in each case all accrued but unpaid interest,

22.1.2 secondly, to the holders of Preference Shares the Additional Preference Amount, as increased from time to time, relating to such Preference Shares plus the nominal amount of such Preference Shares shall be fully repaid *pari passu* between such holders of Preference Shares, including in each case all accrued but unpaid preferred dividends,

22.1.3 thirdly, any shares bearing a preference, other than those referenced pursuant to article 22.1.2 above, issued by the entity being liquidated shall be fully repaid in the order of preference under the articles of association of the relevant entity and *pari passu* between the holders of a particular class of such shares, including in each case all accrued but unpaid dividends,

22.1.4 fourthly, any other equity securities (other than ordinary shares) issued after the Completion Date (and not already envisaged under this Agreement) as the case may be,

22.1.5 fifthly, to each holder of Shares an amount equivalent to the amount of the paid up nominal share capital of such Shares,

22.1.6 sixthly, the remaining liquidation proceeds, which are not subject to any distribution sharing with the holders of the Hurdle Shares, shall be distributed among the holders of Ordinary Shares (excluding any Preference Shares and Hurdle Shares) *pro rata* to their respective holdings thereof; provided that (i) if PS Topco or any of its Permitted Transferees have granted Options to Managers, the share in the proceeds allocable to the respective grantor of such Options shall

be increased by such amount which is the sum of the additional amount which would be allocable to it if the Shares underlying to the Options were duly paid up and issued to them and the amount of any reasonable costs and expenses related to the Options not recoverable otherwise and (ii) with respect to any valid Option exercisable at the time pursuant to which any Manager may acquire Shares directly from the Company, such Manager shall be treated as if the Shares underlying to the Options were duly paid up and issued to him in accordance with the terms and conditions of the Options and this Agreement, and

22.1.7 finally, on a pro rata / pari passu basis (i) to each holder of a Hurdle Share (subject to the stipulation in the Shareholder' Agreement), who must be a Manager in respect of whom no Leaver Event has occurred) the respective amount payable with respect to such Hurdle Share and (ii) the remaining share of the proceeds to the holders of the Ordinary Shares (excluding the Preference Shares and the Hurdle Shares) in accordance with article 22.16 which shall apply mutatis mutandis,

provided that to the extent the proceeds do not suffice for all payments due under any of articles 22.1.1, 22.1.2, 22.1.4, 22.1.5 and 22.1.7 they shall be paid to the relevant persons entitled thereto pro rata to their entitlements under that article.

22.2 In the event of a distribution of proceeds to Shareholders following a refinancing of the PS Group in a situation which does not qualify as a Realization, each Shareholder (which is a Manager), at its sole discretion, may elect not to participate in such a distribution of proceeds. In such a case, related rights, including all preference rights and the right to receive dividends shall remain unaffected.

22.3 The preceding liquidation rights shall also apply mutatis mutandis to the extent legally permissible in the event of a sale of all or substantially all of the assets of the Company (or the Company and its subsidiaries taken as a whole), a merger, consolidation or takeover of the Company, or a (partial) IPO of the Company a vehicle created for those purposes or a (partial) Realization by way of sale of Shares. Article 22.1 does not apply in case of any redemption payments with respect to the reorganization of the management participation program.

22.4 No dividends shall be payable to Shareholders without the consent of (a) the Board of Directors and (b) to the extent required by law, of the Shareholders general meeting of the Company with a simple majority of the votes capable of being cast.

Chapter VIII. - Applicable Law and Definition

Art. 23. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 24. Definition. When used in these Articles the following terms shall have the meanings set out below, it being understood that any legal term for any action, remedy, method of judicial proceeding, legal document, legal status, court, official or any legal concept of thing shall in respect of any relevant jurisdiction be deemed to include what most nearly approximates in that jurisdiction to the legal term used herein:

Acquirer	has the meaning given to it in article 17.2;
Add-on Investment	has the meaning given to it in article 15.5.2;
Affiliate or Affiliated	when used (i) with reference to a specified person (excluding, however, any individual), shall mean any person that directly or indirectly through one or more intermediaries owns or controls, is owned or controlled by or is under common control or ownership with the specified person. For such purposes and for the purposes of the definition of Palamon Group, the term "control" (including the terms "controlling", "controlled by" and "under common control with") shall mean the possession, direct or indirect, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of a majority of voting securities, by contract or otherwise and, for the avoidance of doubt, a person which is the general partner of a limited partnership controls that limited partnership and in addition when used (ii) with reference to a member of the Palamon Group shall mean any other member of the Palamon Group;
Articles of Association	means the articles of association of the Company as amended from time to time;
Board of Directors	means the Board of Directors of the Company from time to time;
Business Day	means any day that is not a Saturday, Sunday or an official (federal) public holiday in Luxembourg, Germany or the United Kingdom and on which banks in Luxembourg, Germany and the United Kingdom are open for the transaction of commercial business;
Co-Investment Scheme	has the meaning given to it in article 16.1.2;
Director	means a member of the Board of Directors from time to time (or his duly appointed replacement);
Encumbrance	means any mortgage, charge, claim, pledge, lien, restriction, assignment, hypothecation, security interest, title retention, or any other agreement or arrangement the effect of which

	is the creation of security, or any other interest, equity or other right of any person, or any agreement or arrangement to create any of the same, and “encumber” shall be construed accordingly;
ERISA	has the meaning given to it in article 13;
ERISA Directors	has the meaning given to it in article 13;
ERISA Funds(s)	means both or either of Palamon II BOA and Palamon II;
Existing Ordinary Shares	Means those 280,500 ordinary shares issued by the Company before the 25 th of September 203, each having a par value of EUR 25.00 each;
Existing Shareholder	has the meaning given to it in article 15.4;
Finance Documents	means a facilities agreement originally dated February 1, 2007 (as amended and/or restated on March 15, 2007, June 25, 2007, December 15, 2008, June 28, 2013 and from time to time) between, inter alia, PS MidCo GmbH and PS Holding GmbH as borrowers and guarantors, DZ BANK AG Deutsche Zentralgenossenschaftsbank, Frankfurt am Main, with its business address at Platz der Republik, 60265 Frankfurt am Main, Germany, as facility agent and security agent and certain financial institutions as arrangers and originals lenders and all agreements entered into in connection therewith;
Hurdle Shares	means those 33,198 hurdle Shares which entitle each Manager who is a holder of such Hurdle Shares in each case on the condition that, subject to the the provisions of the Shareholders Agreement, at the time the Realization is completed no Leaver Event (as defined in the Shareholders Agreement) has been triggered in his/her respect, upon the event of a full Realization, to an amount equal to 10% of the amount by which the enterprise value of the PS Group agreed with the acquirer in respect of such Realization exceeds an amount of EUR 130,000,000 (subject to any further dilution i.e. in case all existing Shareholders become diluted by 10% the Hurdle Shares become triggered if 90% of the enterprise value underlying to a Realization exceed the amount of EUR 130,000,000 and the 10% payable to the Holders of the Hurdle Shares are calculated by the amount by which 90% of the enterprise value exceed the amount of EUR 130,000,000) divided by the number of Hurdle Shares outstanding;
Independent Expert	has the meaning given to it in article 15.6;
Initial Manager(s)	means Bradley Gould, Markus Wild, Karin Gensow and Michael Lange;
Investors	means those entities listed in the tables in Schedule 2.1;
Law	means the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time;
Listing	means the admission to listing on any internationally recognized securities market of the shares (or the equivalent securities following a reconstruction or amalgamation) of the Company (or its legal successor as the case may be) a wholly-owned subsidiary of the Company or a newly-formed company of which the Company or its legal successor is a subsidiary;
Manager	means an officer, employee or advisor of any member of the PS Group who, upon resolution of the Board of Directors of the Company and following consultation with the CEO of the PS Group, is invited to subscribe directly or indirectly for Shares or options and does so on the terms of the Articles of Association and the Shareholders Agreement;
Option(s)	has the meaning given to it in article 15.5.1;
Ordinary Shares	means those ordinary Shares with a nominal value of EUR 0.03 each, with equal voting, dividend and distribution rights as set out in the Articles of Association and any other ordinary shares issued from time to time with voting, dividend and distribution rights equal to the existing Ordinary Shares;
Palamon and Palamon Funds	means Palamon European Equity II, LP, a limited partnership organized and existing under the laws of England & Wales, having its registered office located at Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, England (“Palamon II”) and Palamon European Equity II “BOA”, LP, a limited partnership organized and existing under the laws of England & Wales, having its registered office located at Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, England (“Palamon II BOA”);
Palamon Group	means: <ul style="list-style-type: none"> (a) the Palamon Funds; (b) any persons who are Affiliates (within the meaning of paragraph (i) of the definition of Affiliate) of the Palamon Funds (the “Palamon Affiliates”); (c) any nominee of the Palamon Funds or the Palamon Affiliates holding assets or shares for the account of the Palamon Funds or the Palamon Affiliates;

	(d) any limited partner or general partner of the Palamon Funds or their Affiliates;
	(e) any person controlled by the Palamon Funds or the Palamon Affiliates or controlled by any combination of the Palamon Funds and the Palamon Affiliates and any general partner of the Palamon Funds or the Palamon Affiliates or which is controlled by any general partner of any of the Palamon Funds or the Palamon Affiliates; and
	(f) any other limited partnership, fund or collective investment or co-investment plan managed or controlled by (i) a general partner of the Palamon Funds or (ii) the Palamon Funds or (iii) by any other person controlled by, or subject to the control of, the general partner of any of the Palamon Funds (or the representative(s) or holder(s) or trustee(s) of any such partnership, fund or plan or any unit holder or other beneficiary of said partnership, fund or plan);
Permitted Transfers	means a disposal made in accordance with Article 16 (the transferees of the shares transferred as a consequence of the Permitted Transfers being the “Permitted Transferees”);
Plan Asset Regulations	means the “plan assets” regulation (29 CFR 25103-101) under ERISA;
Preference Shares	means the preference PS Holdco Shares with a nominal value of EUR 0.03 each which shall entitle the holder of such Preference Share to voting rights equal to those of any ordinary share and the holder of each Preference Share shall be entitled to a preferred dividend of 10 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preference Share plus an additional amount per share equal to EUR 0.97 (reflecting the initial commercial value of the Preference Shares) (such amount as increased from time to time the “Additional Preference Amount”), and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, the Additional Preference Amount as basis of the calculation for the dividend shall be increased accordingly, and the holder of each Preference Share shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in article 22;
PS Group	means the Company and its subsidiaries from time to time;
Recap	has the meaning given to it in article 22.3;
Share(s)	means the ordinary, hurdle and preference shares in the Company as issued and outstanding from time to time;
Shareholder(s)	means a holder of Shares from time to time;
Realization	means a Sale or a Listing;
Sale	means a sale of more than fifty percent (50%) of the Shares or of the business of the PS Group in one transaction or a series of transactions provided that a Sale shall not include a sale by way of Syndication;
Selling Investors	has the meaning given to it in article 17.1;
Selling Party	has the meaning given to it in article 17.2;
Syndication	means the sale of up to 49% of the aggregate of the shares in the Company and other securities or instruments issued in connection with the transactions envisaged by the Articles of Association and/or the Shareholders Agreement held by the Palamon Funds to one or more other investors within the period of 12 months from 18 October 2013;
VCOC	means a “venture capital operating company” within the meaning of the Plan Asset Regulations.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately five thousand euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-huit octobre.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

- «PS Topco S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 178.346,

ici représentée par Maître Linda HARROCH, avocat, demeurant professionnellement à Howald, Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, le 15 octobre 2013.

La procuration, signée ne varietur par la mandataire de la comparante et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de «PS Holdco S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 124.143, constituée suivant acte du 23 janvier 2007 reçu par le notaire instrumentant, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations («Mémorial C»), sous le numéro 593 en date du 12 avril 2007 (page 28428) et modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte émanant du notaire susmentionné en date du 12 février 2007, publié le 19 juin 2007 au Mémorial C sous le numéro 1199 (page 57536).

La comparante, représentés comme dit ci-avant, et représentant le capital social intégral de la Société, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de changer la valeur nominale des parts sociales passant ainsi de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune à trois centimes d'euros (EUR 0,03) chacune et d'augmenter le nombre de parts sociales (sans avoir à acquitter tout autre paiement).

Deuxième résolution

L'associé unique décide de diminuer le capital social de la Société d'un montant de cinq millions quatre cent cinquante-quatre mille trois cent quinze euros et quatre-vingt-treize centimes (EUR 5.454.315,93) de telle sorte que le montant actuel de sept millions douze mille cinq cents euros (EUR 7.012.500,-) soit diminué à un million cinq cent cinquante-huit mille cent quatre-vingt-quatre euros et sept centimes (EUR 1.558.184,07). Le montant correspondant à une telle réduction de capital est alloué au compte de la prime d'émission de la Société.

Le capital social est fixé à un million cinq cent cinquante-huit mille cent quatre-vingt-quatre euros et sept centimes (EUR 1.558.184,07) représenté cinquante et un millions neuf cent trente-neuf mille quatre cent soixante-neuf (51.939.469) parts sociales, d'une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03) chacune.

Troisième résolution

L'associé unique décide de créer deux (2) classes de parts sociales différentes à savoir (i) une classe de parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires») et (ii) une classe de parts sociales préférentielles (les «Parts Sociales Préférentielles»).

Quatrième résolution

L'associé unique décide de convertir:

(i) cinquante et un millions sept cent quarante mille cinq cent douze (51.740.512) Parts Sociales Existantes en cinquante et un millions sept cent quarante mille cinq cent douze (51.740.512) Parts Sociales Préférentielles, chacune ayant une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03), entraînant ainsi une valeur nominale totale pour les Parts Sociales Préférentielles d'un million cinq cent cinquante-deux mille deux cent quinze euros et trente-six centimes (EUR 1.552.215,36) («la Valeur Nominale Totale Nouvelle des Parts Sociales Préférentielles»). Ces Parts Sociales Existantes ont initialement été émises pour un montant total de huit millions trois cent soixante-quinze mille neuf cent soixante-treize euros et trois centimes (EUR 8.375.973,03), lequel a été alloué (x) au capital social pour un montant de deux millions trente-huit mille cinq cent soixante-quinze euros (EUR 2.038.575,-) (la Valeur Nominale Totale Existante des Parts Sociales Préférentielles) et (y) au compte de la prime d'émission pour un montant de six millions trois cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt-dix-huit euros et trois centimes (EUR 6.337.398,03) (la Prime d'Emission Existante des Parts Sociales Préférentielles). En raison du changement de valeur nominale et de la diminution du capital social, la différence entre la Valeur Nominale Totale Existante des Parts Sociales Préférentielles et la Valeur Nominale Totale Nouvelle des Parts Sociales Préférentielles s'élève à quatre cent quatre-vingt-six mille trois cent cinquante-neuf euros et soixante-quatre centimes (EUR 486.359,64), et est allouée exclusivement à la prime d'émission en lien avec les Parts Sociales Préférentielles. Compte tenu de ce qui précède, le montant de la prime d'émission totale en lien avec les Parts Sociales Préférentielles est de six millions huit cent vingt-trois mille sept cent cinquante-sept euros et soixante-sept centimes (EUR 6.823.757,67) et le montant de la valeur totale des Parts Sociales Préférentielles s'élève à huit millions trois cent soixante-quinze mille neuf cent soixante-treize euros et trois centimes (EUR 8.375.973,03)

(ii) cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent cinquante-sept (198.957) Parts Sociales Existantes en cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent cinquante-sept (198.957) Parts Sociales Ordinaires, chacune ayant une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03), entraînant ainsi une valeur nominale totale pour les Parts Sociales Ordinaires de cinq mille neuf cent soixante-huit euros et soixante et onze centimes (EUR 5.968,71) («la Valeur Nominale Totale Nouvelle des

Parts Sociales Ordinaires»). Ces cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent cinquante-sept (198.957) Parts Sociales Existantes ont initialement été émises pour un montant total de vingt millions quatre cent trente-six mille cinq cent soixante euros et soixante-huit centimes (EUR 20.436.560,68), lequel a été alloué (x) au capital social pour un montant de quatre millions neuf cent soixante-treize mille neuf cent vingt-cinq euros (EUR 4.973.925,-) (la Valeur Nominale Totale Existante des Parts Sociales Ordinaires) et (y) au compte de la prime d'émission pour un montant de quinze millions quatre cent soixante-deux mille six cent trente-cinq euros et soixante-huit centimes (EUR 15.462.635,68) (la Prime d'Emission Existante des Parts Sociales Ordinaires). En raison du changement de valeur nominale et de la diminution du capital social, la différence entre la Valeur Nominale Totale Existante des Parts Sociales Ordinaires et la Valeur Nominale Totale Nouvelle des Parts Sociales Ordinaires s'élève à quatre millions neuf cent soixante-sept mille neuf cent cinquante-six euros et vingt-neuf centimes (EUR 4.967.956,29), et est allouée exclusivement à la prime d'émission en lien avec les Parts Sociales Ordinaires. Compte tenu de ce qui précède, le montant de la prime d'émission totale en lien avec les Parts Sociales Ordinaires est de vingt millions quatre cent trente mille cinq cent quatre-vingt-onze euros et quatre-vingt-dix-sept centimes (EUR 20.430.591,97) et le montant de la valeur totale des Parts Sociales Ordinaires s'élève à vingt millions quatre cents trente-six mille cinq cent soixante euros et soixante-huit centimes (EUR 20.436.560,68).

Cinquième résolution

Compte tenu de ce qui précède, l'associé unique décide que le capital social de la Société sera égal à un million cinq cent cinquante-huit mille cent quatre-vingt-quatre euros et sept centimes (EUR 1.558.184,07) représenté par cinquante et un million neuf cent trente-neuf mille quatre cent soixante-neuf (51.939.469) parts sociales subdivisées en (i) cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent cinquante-sept (198.957) Parts Sociales Ordinaires d'une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03) chacune et (ii) cinquante et un million sept cent quarante mille sept cent douze (51.740.712) Parts Sociales Préférentielles, d'une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03) chacune.

Sixième résolution

L'associé unique décide de créer une (1) classe supplémentaires de parts sociales dénommées les parts sociales de rendement (les «Parts Sociales de Rendement»).

Septième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quarante-neuf mille six cent soixante-six euros et dix-sept centimes (EUR 49.666,17) afin de porter de son montant actuel d'un million cinq cent cinquante-huit mille cent quatre-vingt-quatre euros et sept centimes (EUR 1.558.184,07) jusqu'à un million six cent sept mille huit cent cinquante euros et vingt-quatre centimes (EUR 1.607.850,24), et ce par l'émission de (i) seize mille soixante-quinze (16.075) nouvelles Parts Sociales Ordinaires (les «Nouvelles Parts Sociales Ordinaires I»), (ii) un million six cent vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-neuf (1.623.389) nouvelles Parts Sociales Préférentielles (les «Nouvelles Parts Sociales Préférentielles I») et (iii) seize mille soixante-quinze (16.075) nouvelles Parts Sociales de Rendement (les «Nouvelles Parts Sociales de Rendement I»), formant ensemble avec les Nouvelles Parts Sociales Ordinaires I et les Nouvelles Parts Sociales Préférentielles I, les «Nouvelles Parts Sociales I»), chacune ayant une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03), ayant les mêmes droits et obligations que celles déterminées dans les statuts de la Société, tels que modifiés par les résolutions ci-dessous et entièrement payées par un apport en numéraire d'un montant d'un million six cent cinquante-cinq mille cinq cent trente-neuf euros (EUR 1.655.539,-) (l'«Apport I»).

Toutes les Nouvelles Parts Sociales I sont entièrement souscrites par PS Zweite Beteiligungs GmbH & Co. KG, une société en commandite simple (Kommanditgesellschaft) constituée selon les lois d'Allemagne et devant être enregistrée auprès du registre du commerce du tribunal local d'Ulm (le numéro d'enregistrement devant être renseigné), ayant son siège social à Lise Meitner-Straße 15, 89081 Ulm («PS MEP KG Two»), dûment représentée par une procuration accordée sous seing privé à Francfort le 17 octobre 2013.

Le montant total de l'apport en numéraire s'élève à un million six cent cinquante-cinq mille cinq cent trente-neuf euros (EUR 1.655.139,-) pour les Nouvelles Parts Sociales I et est alloué de la manière suivante: (i) quarante-neuf mille six cent soixante-six euros et dix-sept centimes (EUR 49.666,17) sont alloués au capital social de la Société et (ii) un million six cent cinq mille huit cent soixante-douze euros et quatre-vingt-trois centimes (EUR 1.605.872,83) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport I a été donnée au notaire soussigné.

Huitième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société par un montant de quinze mille quatorze euros et treize centimes (EUR 15.014,13), afin de porter de son montant actuel (suivant la précédente augmentation) d'un million six cent sept mille huit cent cinquante euros et vingt-quatre centimes (EUR 1.607.850,24) jusqu'à un million six cent vingt-deux mille huit cent soixante-quatre euros et trente-sept centimes (EUR 1.622.864,37), et ce par l'émission de (i) sept mille cent quarante (7.140) nouvelles Parts Sociales Ordinaires (les «Nouvelles Parts Sociales Ordinaires II»), (ii) quatre cent quatre-vingt-six mille cent quatre-vingt-onze (486.191) nouvelles Parts Sociales Préférentielles (les «Nouvelles Parts Sociales Préférentielles II») et (iii) sept mille cent quarante (7.140) nouvelles Parts Sociales de Rendements (les «Nouvelles Parts Sociales de Rendement II»), formant ensemble avec les Nouvelles Parts Sociales Ordinaires II et les Nouvelles Parts

Sociales Préférentielles II, les «Nouvelles Parts Sociales II»), chacune ayant une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03), ayant les mêmes droits et obligations que celles déterminées dans les statuts de la Société, tels que modifiés par les résolutions ci-dessous.

Toutes les Nouvelles Parts Sociales II sont payées par un apport en nature représentant un intérêt actuellement détenu par Markus Wild (l'«Intérêt MW»), né à Kleve le 7 juin 1966, résidant à Waldhauser Straße 11, 78050 Villingen-Schwenningen, Allemagne dans le capital fixe de PS Management Beteiligungs GmbH & Co. KG, une société en commandite simple (Kommanditgesellschaft) constituée selon les lois d'Allemagne et devant être enregistrée auprès du registre du commerce du tribunal local d'Ulm sous le numéro HRA 720680 (la «MEP KG Existante»), pour un montant total de cinq cent mille quatre cent soixante et onze euros (EUR 500.471,-) (l'«Apport II»).

Toutes les Nouvelles Parts Sociales II sont entièrement souscrites par Markus Wild, précité, dûment représenté par une procuration accordée sous seing privé en Allemagne le 14 octobre 2013. La valeur des montants de l'Apport II s'élève à cinq cent mille quatre cent soixante et onze euros (EUR 500.471,-) pour ces Nouvelles Parts Sociales II et est allouée de la manière suivante: (i) quinze mille quatorze euros et treize centimes (EUR 15.014,13) sont alloués au capital social de la Société et (ii) quatre cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent cinquante-six euros et quatre-vingt-sept centimes (EUR 485.456,87) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

L'Apport II ci-dessus ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation produit par la gérance de la Société, qui certifie que la valeur totale de l'Apport II est égale à la valeur des Nouvelles Parts Sociales II émises en contrepartie de l'Intérêt MW. Ledit rapport d'évaluation, après avoir été signé ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné, restera joint au présent acte pour être enregistré avec lui.

Neuvième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société par un montant de douze mille dix euros et vingt-six centimes (12.010,26), afin de porter de son montant actuel (suivant la précédente augmentation) d'un million six cent vingt-deux mille huit cent soixante-quatre euros et trente-sept centimes (EUR 1.622.864,37) jusqu'à un million six cent trente-quatre mille huit cent soixante-quatorze euros et soixante-trois centimes (EUR 1.634.874,63), et ce par l'émission de (i) cinq mille huit cent quatre (5.804) nouvelles Parts Sociales Ordinaires (les «Nouvelles Parts Sociales Ordinaires III»), (ii) trois cents quatre-vingt-huit mille sept cent trente-quatre (388.734) nouvelles Parts Sociales Préférentielles (les «Nouvelles Parts Sociales Préférentielles III») et (iii) cinq mille huit cent quatre (5.804) nouvelles Parts Sociales de Rendements (les «Nouvelles Parts Sociales de Rendement III»), formant ensemble avec les Nouvelles Parts Sociales Ordinaires III et les Nouvelles Parts Sociales Préférentielles III, les «Nouvelles Parts Sociales III»), chacune ayant une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03), ayant les mêmes droits et obligations que celles déterminées dans les statuts de la Société, tels que modifiés par les résolutions ci-dessous.

Toutes les Nouvelles Parts Sociales II sont payées par un apport en nature représentant un intérêt actuellement détenu par Karin Gensow (l'«Intérêt KG»), née à Ulm le 31 juillet 1962, résidant à Schwarzenbergerstraße 32, 89081 Ulm, Allemagne dans le capital fixe de la MEP KG Existante, pour un montant total de quatre cent mille trois cent quarante-deux euros (EUR 400.342,-) (l'«Apport III»).

Toutes les Nouvelles Parts Sociales III sont entièrement souscrites par Karin Gensow, précitée, dûment représentée par une procuration accordée sous seing privé à Ulm le 14 octobre 2013. La valeur des montants de l'Apport III s'élève à quatre cent mille trois cent quarante-deux euros (EUR 400.342,-) pour ces Nouvelles Parts Sociales III et est allouée de la manière suivante: (i) douze mille dix euros et vingt-six centimes (EUR 12.010,26) sont alloués au capital social de la Société et (ii) trois cent quatre-vingt-huit mille trois cent trente et un euros et soixante-quatorze centimes (EUR 388.331,74) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

L'Apport III ci-dessus ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation produit par la gérance de la Société, qui certifie que la valeur totale de l'Apport III est égale à la valeur des Nouvelles Parts Sociales III émises en contrepartie de l'Intérêt KG. Ledit rapport d'évaluation, après avoir été signés ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné, restera joint au présent acte pour être enregistrés avec lui.

Dixième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent cinquante euros et soixante-quatorze centimes (EUR 250,74) afin de porter de son montant actuel (suivant la précédente augmentation) un million six cent trente-quatre mille huit cent soixante-quatorze euros et soixante-trois centimes (EUR 1.634.874,63) jusqu'à un million six cent trente-cinq mille cent vingt-cinq euros et trente-sept centimes (EUR 1.635.125,37), et ce par l'émission de (i) quatre mille cent soixante-dix-neuf (4.179) nouvelles Parts Sociales Ordinaires (les «Nouvelles Parts Sociales Ordinaires IV»), et (ii) quatre mille cent soixante-dix-neuf (4.179) nouvelles Parts Sociales de Rendement (les «Nouvelles Parts Sociales de Rendement IV, formant ensemble avec les Nouvelles Parts Sociales Ordinaires IV et les Nouvelles Parts Sociales de Rendement IV, les «Nouvelles Parts Sociales IV»), chacune ayant une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03), ayant les mêmes droits et obligations que celles déterminées dans les statuts de la Société, tels que modifiés par les résolutions ci-dessous et entièrement payées par un apport en numéraire d'un montant de huit mille trois cent cinquante-huit euros (EUR 8.358,-) (l'«Apport IV»).

Toutes les Nouvelles Parts Sociales IV sont entièrement souscrites par PS Erste Beteiligungs GmbH & Co. KG, une société en commandite simple (Kommanditgesellschaft) constituée selon les lois d'Allemagne et devant être enregistrée

auprès du registre du commerce du tribunal local d'Ulm (le numéro d'enregistrement devant être renseigné), ayant son siège social à Lise-Meitner-Straße 15, 89081 Ulm («PS MEP KG One»), dûment représentée par une procuration accordée sous seing privé à Francfort le 17 octobre 2013.

Le montant total de l'apport en numéraire s'élève à huit mille trois cent cinquante-huit euros (EUR 8.358,-) pour les Nouvelles Parts Sociales IV et est alloué de la manière suivante: (i) deux cent cinquante euros et soixante-quatorze centimes (EUR 250,74) sont alloués au capital social de la Société et (ii) huit mille cent sept euros et vingt-six centimes (EUR 8.107,26) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport IV a été donnée au notaire soussigné.

Onzième résolution

Compte tenu de ce qui précède, les associés décident que le capital social de la Société est égal à un million six cent trente-cinq mille cent vingt-cinq euros et trente-sept centimes (EUR 1.635.125,37) représenté par cinquante-quatre millions cinq cent quatre mille cent soixante-dix-neuf (54.504.179) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03), subdivisé en:

- (i) deux cent trente-deux mille cent cinquante-cinq (232.155) Parts Sociales Ordinaires;
 - (ii) cinquante-quatre million deux cent trente-huit mille huit cent vingt-six (54.238.826) Parts Sociales Préférentielles;
- et
- (iii) trente-trois mille cent quatre-vingt-dix-huit (33.198) Parts Sociales de Rendement.

Douzième résolution

Les associés décident de procéder à une refonte totale les statuts de la Société sans modification de la clause d'objet, qui devront être lus comme suit:

Chapitre I^{er} . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination.

1.1. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «PS Holdco S.à r.l.» qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet l'acquisition, la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes autres entités commerciales, industrielles ou financières luxembourgeoises ou étrangères, au moyen entre autre, d'acquisition et de souscription de toutes obligations et droits par voie de participation, d'apport, de contribution, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, ou des instruments de dette financière sous quelque forme que ce soit, et d'administrer, développer et gérer de tels détention d'intérêts.

3.2 La Société peut en l'espèce, enter dans les transactions suivantes:

- emprunter de l'argent sous toutes formes ou obtenir des prêts sous toutes formes et lever des fonds à travers, y compris mais sans être limité, l'émission d'obligations, de titres de prêt, de billets à ordre, de certificats et tous autres effets de commerce d'equity et de dettes convertibles ou non en Actions de la Société, l'utilisation de dérivés financiers ou sinon;

- octroyer des avances, des prêts, de la monnaie scriptural ou accorder des crédits à ses sociétés liées à travers, y compris mais sans être limité, la souscription d'obligations, de titres, de certificats et tous autres effets de commerce d'equity et de dettes convertibles ou non en Parts Sociale de toute Société Liée;

- entrer dans toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté, soit par un engagement personnel ou par une hypothèque ou charge sur tout ou partie des actifs (présents et futurs) de propriété de l'entreprise ou par toutes ou telles méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligation de la Société ou de ses Sociétés Liées ou tout Administrateur, Administrateur ou autre agent de la Société ou de ses Sociétés Liées et pour apporter toute aide à ses Sociétés Liées, dans les limites prévues par la Loi luxembourgeoise; et

- entrer dans tout d'accord, y compris mais sans être limité aux accords d'association, accords de garantie, accords de marketing, accords de management, accords consultatifs, accords d'administration et autre contrats de service, accords de vente, connectés directement ou indirectement aux domaines décrits au-dessus;

il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 En plus de ce qui précède, la Société peut effectuer toutes opérations légales, commerciales, techniques et financières, et en générale toutes opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet aussi bien que les opérations directement ou indirectement liées aux activités décrites dans cet article, afin de faciliter la réalisation de l'objet social dans tous les domaines décrits plus haut, sans bénéficier toutefois du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital, Parts

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital souscrit est fixé à un million six cent trente-cinq mille cent vingt-cinq euros et trente-sept centimes (EUR 1.635.125,37) représenté par cinquante-quatre millions cinq cent quatre mille cent soixante-dix-neuf euros (54.504.179) Parts Sociales subdivisées comme suit:

- deux cent trente-deux mille cent cinquante-cinq (232.155) Parts Sociales Ordinaires;
 - cinquante-quatre millions deux cent trente-huit mille huit cent vingt-six (54.238.826) Parts Sociales Préférentielles;
- et
- trente-trois mille cent quatre-vingt-dix-huit (33.198) Parts Sociales de Rendement.

Toutes ces actions ayant une valeur nominale de trois centimes d'euros (EUR 0,03) chacune.

5.2 Complémentaire au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droits à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi.

Art. 6. Indivisibilité des Parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Titre III. - Gérance

Art. 7. Gérance.

7.1 La Société est administrée par un ou plusieurs Administrateurs nommés par une résolution des Associé(s). En cas de pluralité d'Administrateurs, ils constitueront un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration»).

7.2 Les Administrateurs ne sont pas obligatoirement des Associés. Les Administrateurs pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

Art. 8. Pouvoirs de l'Administrateur Unique et du Conseil d'Administration.

8.1 Dans les rapports avec les tiers, l'Administrateur unique ou en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration, sans préjudice des articles 8 et 10 des présents statuts, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

8.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence de l'Administrateur unique ou en cas de pluralité d'Administrateurs, du Conseil d'Administration.

Art. 9. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas d'Administrateur unique, valablement engagée par la seule signature de son Administrateur Unique, ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, par la signature unique de deux Administrateurs ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué.

Art. 10. Délégation et agent de l'Administrateur unique et du Conseil d'Administration.

10.1 L'Administrateur unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, deux Administrateurs peut/peuvent déléguer ses/leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

10.2 L'Administrateur unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, deux Administrateurs détermine(nt) les responsabilités et la rémunération quelconque (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 11. Réunion du Conseil d'Administration.

11.1 En cas de pluralité d'Administrateurs, les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par tout Administrateur. Aucune réunion du Conseil d'Administration ne pourra valablement avoir lieu au Royaume-Uni.

11.2 Le Conseil d'Administration peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les Administrateurs sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

11.3 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un Administrateur pourra également nommer par téléphone un autre Administrateur pour

le représenter, moyennement confirmation écrite ultérieure sauf dans l'hypothèse où l'Administrateur se trouve au Royaume-Uni.

11.4 Le Conseil d'Administration ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil d'Administration seront adoptées à une majorité simple.

11.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque Administrateur participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les Administrateurs participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit Administrateur participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo. Aucun Administrateur ne pourra participer à une réunion téléphonique du conseil alors qu'il se trouve au Royaume-Uni.

11.6 Une décision écrite, signée par tous les Administrateurs est valable et valide pour autant qu'elle ait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, qui a été dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil d'Administration.

11.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les Administrateurs présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par un Administrateur ou par toute personne désignée à cet effet par un Administrateur ou lors de la réunion du Conseil d'Administration.

Art. 12. Matières requérant l'approbation du conseil.

12.1 Les décisions suivantes ne pourront être décidées ou exécutées par le Groupe PS sans avoir obtenu au préalable le consentement du Conseil d'Administration conféré par résolutions du Conseil d'Administration:

12.1.1 consentir ou changer la stratégie liée aux risques commerciaux du Groupe PS, y compris toute nouvelle ligne commerciale ou expansion géographique;

12.1.2 l'adoption des comptes annuels (consolidés) de toute filiale du Groupe PS;

12.1.3 l'adoption ou la modification du cadre stratégique et des paramètres du groupe cible figurant dans le Business Plan de PS Holding GmbH et de toutes autres de ses filiales (le Business Plan signifiant le plan d'affaires annuel (y compris le budget mensuel) pour PS Holding GmbH et toutes ses filiales);

12.1.4 la modification de la date de référence comptable ou des politiques comptables de PS Holding GmbH ou de toutes autres de ses filiales;

12.1.5 la création, la consolidation, la subdivision, la conversion ou l'annulation de toute part du capital social de PS Holding GmbH ou de toutes autres de ses filiales;

12.1.6 l'émission ou l'allocation de toute part du capital social de toute société du Groupe PS ou la création de toute option ou droit de souscrire ou acquérir, ou de convertir toute obligation, de toute part du capital social de toute société du Groupe PS;

12.1.7 toute réduction du capital social de toute société du Groupe PS;

12.1.8 l'achat ou le rachat (indiquant qu'un tel rachat est effectué sur base d'un prorata entre les titulaires de classes de Parts Sociales) du capital social de toute société du Groupe PS;

12.1.9 la déclaration, le paiement de tout dividende, la déclaration ou toute autre distribution, l'adoption de toute résolution retenant ou allouant les profits par toute société du Groupe PS ou par quelconque de ses filiales directes ou indirectes qui ne rentrent pas dans l'intégration fiscale («Organkreis»);

12.1.10 la modification à tous égards de certains Documents de Financiers, à moins qu'une telle modification n'ait été approuvée dans le cadre du Business Plan ou du budget;

12.1.11 la prise d'effet de tout accord de financement en relation avec l'un ou l'autre refinancement des Documents de Finance existants ou avec tout financement d'équité existant accordé à une société du Groupe PS ou l'acquisition d'un actif, la modification ou le remboursement qui en résulte («Accord de Refinancement»);

12.1.12 une demande d'emprunt du Groupe PS dépassant EUR 1.000.000 et autre que ceux dûment approuvés par un Accord de Refinancement ou tel que prévu, selon le cas; la mise en place de toute charge pesant sur tout actif, ou l'octroi de toute garantie par le Groupe PS dépassant EUR 1.000.000, permise en vertu d'un Accord de Refinancement dûment approuvé ou selon le cours normal du commerce;

12.1.13 toute action ou omission constituant une violation de les Accords de Refinancement;

12.1.14 l'engagement ou la démission de tout Administrateur qui serait désigné pour endosser le rôle directeur général de PS Holding GmbH ou de toutes autres de ses filiales ainsi que la prise d'effet, la rupture ou la modification de tout contrat conclu avec un tel Administrateur;

12.1.15 la prise d'effet, la rupture ou la modification de toute transaction entre toute société du Groupe PS et (i) un Associé de la Société autre que les Fonds Palamon (à moins que la transaction ne relève pas des conditions du marchés pour le service rendu) ou (ii) toute filiale de cet Associé ou (iii) tout Administrateur ou agent d'un tel Associé ou toute filiale d'un tel Associé;

12.1.16 la prise d'effet, la rupture ou la modification de tout contrat (en ce compris les contrats d'embauche ou de conseillers) ou d'accord entre (a) toute société du Groupe PS et (b) tout Gérant ou autre membre de la gérance de toute société du Groupe PS ou toute personne en relation avec les personnes mentionnées ci-dessus, en ce compris toute

variation de rémunération ou de tout autre bénéfice en vertu desquels de tels contrats ou accords générant des obligations dont le montant s'élève au-delà d'EUR 1.000.000 pour les situations individuelles ou EUR 5.000.000 au total;

12.1.17 l'acquisition ou la cession de toute affaire (ou d'une partie) par toute société du Groupe PS et dont la valeur s'élève au-delà d'EUR 5.000.000;

12.1.18 la cession par toute société du Groupe PS de tout actionnariat ou d'autre participation en equity dans n'importe quelle filiale (indépendamment de la valeur);

12.1.19 le remboursement par toute société du Groupe PS du capital ou des actifs à n'importe quels Associés;

12.1.20 toute résolution de mise en faillite ou de circulation de toute demande en déclaration de faillite en cas de liquidation d'une société du Groupe PS, ou toute disposition prise par toute société du Groupe PS de tout accord avec les créanciers, de façon générale ou toute exécution d'un ordre administratif ou encore toute nomination d'un séquestre ou d'un liquidateur judiciaire;

12.1.21 toute demande de référencement de toutes les actions ou autres obligations de toute société du Groupe PS sur des marchés cotés ou pour toute autorisation d'opérations concernant des actions d'autres obligations pour toute société du Groupe PS sur tout marché sécurisé;

12.1.22 nomination d'un conseiller financier, tout commencement de négociations en rapport avec ou concernant toute transaction se rapportant à une réalisation ou impliquant une vente de la plus grande partie de l'actif de toute société du Groupe PS ou encore la réorganisation de toute société du Groupe PS et/ou de ses actifs;

12.1.23 tout changement substantiel dans l'organisation de la gérance ou dans la structure hiérarchique du Groupe PS;

12.1.24 l'approbation des communiqués de presse se référant, même indirectement, à Palamon ou à tout associé de Palamon;

12.1.25 l'acquisition ou l'établissement par toute société du Groupe PS de toute ou partie d'affaire dont le montant total s'élève à EUR 5.000.000 ou plus;

12.1.26 le choix ou les dépenses relatives aux personnes reprises ci-dessous par toute société du Groupe PS: comptables, conseillers juridiques, institutions bancaires avec lesquelles toute société du Groupe PS détient des dépôts, des emprunts ou autres, les institutions d'investissements bancaires, les agents de relations publiques et de publicité, tous consultants extérieurs, dans tous les cas où les dépenses engendrées avec ces personnes sont amenées à dépasser EUR 2.500.000 sur toute année financière et en ce qui concerne les nominations ou les changements qui sont envisagés dans le Budget ou dans le Business Plan;

12.1.27 toute ouverture de lettre de crédit excédant un montant de EUR 2.000.000;

12.1.28 l'approbation de tout contrat ou engagement concernant des dépenses en capital (a) qui ne sont pas envisagées dans un budget approuvé par le Conseil d'Administration, y compris les dépenses en capital effectué à la place d'autres dépenses en capital spécifiquement envisagées dans le budget approuvé par le Conseil d'Administration et excédant EUR 1.000.000 par projet ou au total EUR 2.000.000 par an et (b) qui apparaîtrait dans le montant total dépensé au cours de l'année en cours excédant la limite des dépenses en capital envisagées dans le budget approuvé par le Conseil d'Administration.

Art. 13. Droits ERISA.

13.1 Aussi longtemps qu'un Fond ERISA ou ses candidats sont directement ou indirectement Associés, ce Fond ERISA obtiendra certains droits de gestion dans la Société et ses filiales dans une manière et dans la mesure permettent à ce Fond ERISA d'influencer substantiellement ou de participer dans la gestion de la Société et de ses filiales. Par conséquent, il est convenu au bénéfice de chaque Fond ERISA individuellement que chaque Fond ERISA et ses candidats aura le droit (lesquels droits appartiendront seulement et seront exercés exclusivement par ce Fond ERISA à son profit et pour son propre compte) à tout moment et à tout moment avec un préavis par écrit de proposer jusqu'à deux personnes pour la nomination des Administrateurs de la Société et de chacune de ses filiales et les Associés des filiales voteront et prendront toute autre part sociale qui serait nécessaire pour assurer que dans chaque cas ou une personne proposée par chaque Fond ERISA aura la fonction d'Administrateur de la Société et de chacune de ses filiales (conjointement les «ERISA Membres du Conseil»).

13.2 Les Associés, dans chacun des Fonds ERISA comprennent les Associés commanditaires qui sont des entités régies aux Etats-Unis par la Loi de 1974 relative aux régimes de retraite et de couverture médicale ERISA. Dans le but de permettre aux Associés commanditaires régis par ERISA de considérer chaque fond ERISA comme VCOC's aux fins de ERISA ils ont besoin d'obtenir certains droits de gestion dans les sociétés dans lesquelles ils investissent dans une manière et mesure qui permettra à la Société de le qualifier comme VCOC. Par conséquent, il est convenu que aussi longtemps qu'un Fond ERISA détient directement ou indirectement ou indirectement des Parts Sociales dans la Société, la Société et ses filiales et leurs représentants désignés garantiront à chaque Fond ERISA (individuellement) les droits suivants (lesquels droits appartiendront seulement et seront exercés exclusivement par ce Fond ERISA à son profit et pour son propre compte):

13.2.1 Le droit de visiter et inspecter chacun des bureaux et propriétés de la Société et de ses filiales et le droit d'inspecter et reproduire les livres et registres de la Société et de ses filiales, aux moments où le Fond ERISA l'aura raisonnablement requis;

13.2.2 Le droit de nommer un représentant pour participer comme observateur à chacune des réunions du Conseil d'Administration de la Société (et chacune des filiales). La nomination et la révocation de ce représentant sera faite par préavis écrit du Fond ERISA à la Société et prendra effet à la délivrance du préavis écrit au siège social de la Société ou à toutes réunion du Conseil d'Administration.

13.2.3 Le droit de recevoir, dans un temps raisonnable, après sa demande écrite, toutes les informations en relation avec la Société ou ses filiales ou sociétés affiliées, qu'il considère, à sa seule discrétion, comme appropriées, comprenant sans limitation: (i) dans les 30 jours de la fin du mois les informations et déclarations financières consolidées mensuellement, incluant mais sans y être limité les bilans, profits et pertes et les déclarations relatives au flux de trésorerie de la Société et chacune de ses filiales et sociétés affiliées, (ii) dans les 90 jours de la fin de chaque période comptable et des déclarations financières consolidées annuelles, (iii) sur une base annuelle et pas plus tard que dans les 30 jours qui précèdent le début de l'exercice social de la Société ou si requis sur une base plus fréquente, le plan d'affaires, le budget et les prévisions et les estimations du flux de trésorerie de la Société et de chacune de ses filiales et sociétés affiliées; (iv) des rapports mensuels comprenant un cadre explicatif sur l'évolution du groupe dans les matières affectant matériellement le commerce et les affaires du groupe; et (v) les informations supplémentaires financières ou de gestion que le Fond ERISA peut raisonnablement requérir comprenant tous rapports d'exploitation, budgets, autres rapports financiers et les détails des développements matérielles ou événements ou propositions significatives.

13.2.4 Le droit de rencontrer sur une base régulière les Administrateurs ou autre personnel de la Société et de ses filiales et ses sociétés affiliées de temps en temps et moyennant un préavis raisonnable à la Société (ou la filiale ou la société affiliée en question) aux fins de consulter, donner un avis, des recommandations et assistance et influencer les Administrateurs de la Société (ou ses filiales et sociétés affiliées) ou d'obtenir des informations concernant les opérations commerciales, les conditions financières, les activités et perspectives de la Société (ou de ses filiales et de ses sociétés affiliées) et de donner son point de vue à ce sujet comprenant, sans limitation, des changements significatifs dans la gestion, le personnel et la rémunération des employés, l'introduction de nouveaux produits ou de nouvelles lignes d'affaires, des acquisitions importantes ou des ventes d'usines et d'équipements, des recherches significatives et des programmes de développement, l'achat ou la vente d'importantes marques de fabrique, licences ou concessions ou le début proposé ou le compromis d'un litige important;

13.2.5 Le droit de soumettre des propositions et suggestions au Conseil d'Administration de la Société ou au conseil de l'une quelconque de ses filiales, s'ils n'ont pas été adoptés par la gérance; et

13.2.6 Dans une mesure compatible avec la loi applicable (et au regard d'événements qui requièrent une divulgation publique, seulement à la suite de la divulgation publique de la Société au moyen de dépôts légaux de garanties en question ou autrement), le droit de recevoir un préavis en avance relatif à toutes Parts Sociales significatives, comprenant, sans limitation, des dividendes extraordinaires, des fusions, des acquisitions ou des ventes d'actifs, des émissions de montants significatifs de dette ou capital et des modifications matérielles aux Statuts, et le droit de se consulter avec la Société en relation à ses Parts Sociales.

13.3 Au cas où la Société cesse de qualifier comme une «société opérationnelle» (telle que définie à la première phrase du 29 C.F.R. Section 2510.3-101 (e), la Société et chaque Associé coopérant de bonne foi pour prendre toutes les Parts Sociales raisonnables nécessaires pour assurer que l'investissement de Palamon EE ou Palamon II est qualifié comme «société opérationnelle à capital risque» (telle que définie dans le Plan de Régulation des Actifs) et doit continuer à être qualifiée comme «investissement à capital risque» (tel que défini dans le Plan de Régulation des Actifs). Cette disposition ne doit pas être entendue comme une obligation de toute Partie de fournir toute finance supplémentaire à la Société ou ses filiales.

13.4 Pour les besoins de cet article, Fonds ERISA signifie Palamon European Equity II L.P. et Palamon European Equity II «BOA» L.P. ensembles ou l'un l'autre.

Chapitre IV. - Assemblée Générale des Associés

Art. 14. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Associés.

14.1 L'Associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés.

14.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenus. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent.

14.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve de toutes autres dispositions légales.

14.4 En vertu de l'article 100 de la Loi, en cas de perte équivalent à la moitié du capital social de la Société, le Conseil d'Administration doit convoquer une assemblée générale, devant se tenir dans une période n'excédant pas deux mois à compter du moment où la perte a été ou aurait dû être évaluée par eux; de telles assemblées devront délibérer selon les conditions prévues à l'article 67-1 de la Loi en ce qui concerne une éventuelle dissolution de la Société. Les mêmes règles devront être observées lorsque la perte équivaut au moins aux trois quarts du capital social, prévoyant ainsi que, dans un tel cas, la dissolution n'aura lieu qu'avec l'approbation d'un quart des suffrages exprimés lors de l'assemblée. Dans

la mesure où de telles pertes émanent en vertu d'une différence entre les revenus ou le rendement généré ou découlant de prêts ou d'autres instruments devant être garantis par la Société à toutes filiales et le rendement ou les autres charges, dépenses ou charges à payer, générés ou émanant de prêts et autres instruments émis aux Associés et qu'une assemblée générale des Associés est prévue ou lorsqu'une résolution équivalente est requise pour décider de la continuation de la Société, les Associés acceptent d'utiliser leur droit de vote en faveur de la continuation de la Société et de ne pas voter pour sa dissolution.

Chapitre V. - Transfert de Parts Sociales - Nouvelles émissions

Art. 15. Transfert de Parts Sociales.

15.1 Nulles Parts Sociales de la Société ne seront émises et nulles Parts Sociales ou autres instruments ou obligations ne seront transférés à une personne qui n'est pas déjà Associé ou encore, en ce qui concerne un Administrateur et sur requête du Conseil d'Administration, tout document pouvant être référé dans le Pacte d'Associés, sans la production par le Conseil d'Administration d'un avis motivé confirmant leur validité et leur exécution sous une forme et dans une teneur jugées satisfaisantes par le Conseil d'Administration agissant raisonnablement.

15.2 A moins que le Conseil d'Administration n'en décide autrement, aucune Parts Sociales ne sera transférées à moins que le cessionnaire n'acquière au même moment un montant proportionnel d'autres instruments ou obligations pouvant être émis à tout moment par la Société, lesquels sont détenus par le cédant.

15.3 Les Associés sont autorisés à transférer, assigner, vendre, disposer, hypothéquer ou créer tout intérêt, droit ou prétention envers leurs Parts Sociales ou autres instruments ou obligations émis par la Société (ou d'entrer dans une relation contractuelle ou d'accord) uniquement s'ils respectent les articles 15.1 et 15.2 ci-dessus et seulement:

15.3.1 dans le cadre des Fonds Palamon, lors d'une Syndication; ou

15.3.2 tel que prévu par l'article 16; ou

15.3.3 le cas échéant, ou sur acceptation d'offre faite par un Acquéreur, en application de l'article 17; ou

15.3.4 avec le consentement écrit préalable du Conseil d'Administration.

Pour autant qu'aucun transfert, assignation, hypothèque ou création de tout intérêt sur les Parts Sociales, droit, prétention ou encore tout bénéfice, accordé à un concurrent de la Société ne sera soumis au consentement écrit préalable du Conseil d'Administration.

15.4 Dans d'autres cas que l'émission de Parts Sociales datant du 18 octobre 2013 dans le cas de l'article 15.5, les Associés décident qu'en cas d'augmentation du capital social émis ou en cas d'émission d'autres obligations par la Société, chaque titulaire de Parts Sociales Ordinaires (les «Associés Existants») auront le droit de souscrire selon les mêmes termes à cette proportion de nouvelles Parts Sociales ou obligations et, dans la mesure du possible, égale à la proportion de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires détenus par eux et de la valeur nominale de toutes les Parts Sociales Ordinaires alors en émission. Un tel droit devra, excepté en cas d'urgence résolue par le Conseil d'Administration, être exercé pour une période de 30 jours suivant la résolution d'augmenter le capital ou d'émettre de nouvelles Parts Sociales ou obligations. Un Associé Existant que ce soit un Fond Palamon ou un Affilié, le cas échéant, pourra nommer un ou plusieurs de ses Affiliés à souscrire à toutes ou partie de ces nouvelles Parts Sociales ou obligations dans la Société, pour lesquelles l'Associé Existant est en mesure de souscrire en vertu de la phrase qui précède. Si les nouvelles Parts Sociales ou obligations sont émises avec une prime d'émission ou en relation avec d'autres obligations liées (y compris l'obligation de fournir un financement par emprunt additionnel), les mêmes termes et les mêmes conditions en rapport avec la souscription de nouvelles Parts Sociales ou obligations devront s'appliquer à tous les Associés Existants, y compris et afin d'écartier tout doute, les articles 15.1 et 15.2.

15.5 Le Conseil d'Administration peut requérir des Associés qu'ils renoncent à leurs droits de souscription en vertu de l'article 15.4 et de reconnaître un nouvel Associé nommé par le Conseil d'Administration en tant que souscripteur d'un tel nombre de Parts Sociales ou d'obligations, selon les termes et conditions pouvant être déterminés par le Conseil d'Administration à son entière discrétion (les Associés s'engagent à se conformer à toute demande et à voter en faveur de telles résolutions d'Associés à cette occasion) si:

15.5.1 le Conseil d'Administration prend la décision d'émettre des Parts Sociales ou d'autres obligations ou options pour acquérir ou souscrire des Parts Sociales aux Gérants existants ou aux nouveaux Gérants du Groupe PS, soit directement soit à PS MEP KG One / PS MEP KG Two en tant que leur véhicule, ou à la Société ou à tous Cessionnaires Autorisés en relation avec toute option ou autre engagement en vertu duquel tout Gérant du Groupe PS, de PS MEP KG One / PS MEP KG Two peut directement ou indirectement acquérir ou souscrire des Parts Sociales ou peut également recevoir tout bénéfice économique ou intéressement relatif à ou dérivé des Parts Sociales (une telle option ou tout autre engagement défini selon le terme «Option(s)») d'un montant maximal (sur une base diluée, mais avant toute dilution telle que prévue par l'article 15.5.2) de 18% des Parts Sociales Ordinaires détenues par PS PS MEP KG One / PS MEP KG Two au jour d'aujourd'hui; ou

15.5.2 le Conseil d'Administration prend la décision d'investir dans des actifs ou des Parts Sociales d'autres sociétés (l'«Investissement Supplémentaire») en vertu duquel toute ou partie de la rémunération doit être effectuée au moyen de Parts Sociales et relativement aux instruments de dettes, prévoyant que si le nouvel Associé, en vertu de cet article 15.5.2 est un Affilié des Fonds Palamon, le Conseil d'Administration doit obtenir un avis quant au caractère équitable de la part d'une banque indépendante d'investissement honorable ou d'un conseiller financier aux entreprises en ce qui concerne

l'évaluation des Parts Sociales ou des actifs à acquérir par la Société ainsi que les Parts Sociales et les obligations proposées pour être émises par la Société.

15.6 Si, dans le cas d'émission de nouvelles Parts Sociales selon laquelle le droit de souscription prévu à l'article 15.4 s'applique, une ou plusieurs Associés décide de ne pas souscrire à de nouvelles Parts Sociales, les Associés proposant l'émission nouvelle de Parts Sociales devront, avant l'assemblée générale extraordinaire, convenir de régler cette question, de consulter le CEO et le CFO du Groupe PS en ce qui concerne l'évaluation de l'émission sous-jacente. Si tel est le cas, le CEO et le CFO du Groupe PS n'émettront aucune objection à cette évaluation durant une période de deux (2) semaines ou, en cas d'urgence, durant une période plus courte déterminée par l'Associé proposant l'émission à partir d'une présentation résumée de l'émission au CEO et le CFO du Groupe PS, l'Associé proposant l'émission des nouvelles Parts Sociales pourra procéder à l'émission sur base de l'évaluation proposée (qui, entre les Associés et les Gérants, devra être finalisée et obligatoire, respectant une telle émission de nouvelles Parts Sociales). Dans l'hypothèse où le CEO et le CFO du Groupe PS s'opposent à l'évaluation proposée (une telle opposition devant être adressée par écrit au Conseil d'Administration ainsi qu'aux autres Associés ensemble, reprenant en détails les raisons de telles oppositions), alors et d'une part, le CEO et le CFO et d'autre part, la Société désigneront (si ce n'est pas déjà le cas) soit Deloitte, KPMG ou E&Y (selon ce que la Société décidera), en tant qu'expert indépendant («Expert Indépendant») afin de préparer un rapport d'évaluation mais également de déterminer la valeur appropriée de la Société servant de base à l'émission des nouvelles Parts Sociales; l'Associé proposant l'émission pourra alors procéder à l'émission proposée des Parts Sociales sur base de l'évaluation énoncée dans le rapport d'évaluation de l'Expert Indépendant. Faute d'accord concernant la nomination de l'Expert Indépendant dans la semaine suivant la proposition reçue par l'une ou l'autre partie, l'Expert Indépendant sera sélectionné à partir de la liste susmentionnée par le président de l'Institut Allemand des Auditeurs Agréés (IDW). La décision de l'Expert Indépendant, respectant l'équité de l'évaluation sous-jacente à l'émission proposée des nouvelles Parts Sociales, est finalisée et obligatoire envers les Associés et toute revue est limitée aux erreurs mathématiques manifestes ainsi qu'aux hypothétiques évaluations et conclusions d'apparence inappropriées.

15.7 Lors de transfert en vertu des articles 15 à 17, le cédant sera libéré de ses engagements et obligations assumées par le cessionnaire.

15.8 PS Topco ou tout Cessionnaire Autorisé sera remboursé par la Société de tous les coûts et dépenses raisonnables liés aux garanties et exécutions de toutes Options. Tous produits perçus par la Société ou par l'un des Cessionnaire Autorisé des Parts Sociales souscrites en relation avec toute Option et après récupération du prix de souscription, des coûts et dépenses et après avoir effectué toutes les obligations nées des accords sous-jacents respectifs, seront partagés entre les Associés (restant) de la Société au prorata de leur détention de Parts Sociales.

Art. 16. Transferts Autorisés.

16.1 Etant soumis à l'obligation de tout cessionnaire de devenir un Associé tel que prévu par l'article 15.1 ci-dessus, les Fonds Palamon (et ses Affiliés, y compris PS Topco) auront le droit et selon leur propre discrétion, de transférer les parts sociales ou toute autre obligations ou instruments émis en leur faveur et étant en rapport avec leur investissement:

16.1.1 aux Affiliés ou, sur base d'une distribution en nature ou en espèce, aux investisseurs sous-jacents de tels Fonds Palamon, ou à d'autres investisseur institutionnel avisés ou gérés par un conseiller ou un gérant d'un tel Fonds Palamon, ou ses investisseurs sous-jacents dans chaque cas et sans aucune restrictions; et

16.1.2 par rapport à un co-investissement ou tout autre schéma similaire en ce qui concerne le bénéfice des dirigeants, employés et associés de Palamon Capital Partners, LP et ses Affiliés («Dispositif de Co-Investissement») envers toute personne détenant ou étant en phase de détenir des actifs pour un Dispositif de Co-Investissement ou envers les dirigeants, employés et associés concernés par de tels actifs en vertu du Dispositif de Co-Investissement («Transferts Autorisés»).

Art. 17. Offre d'Achat et Bring Along.

17.1 Si les Associés détenant plus de 50% des Parts Sociales (y compris dans tous les cas les Parts Sociales Préférentielles) alors émises (les «Investisseurs Cédants») désirent vendre plus de 50% des Parts Sociales et autres obligations ou instruments alors détenus par eux et ainsi trouver un véritable acheteur sans lien de dépendance, qui n'est Affilié d'aucun Associés et qui accepte les termes concernant la vente à un tel acheteur de toutes ou partie des Parts Sociales et autres obligations ou instruments alors détenus par eux; le Conseil d'Administration décide alors de résoudre après réception d'une notification écrite d'un tel fait, tous les autres détenteurs de Parts Sociales seront alors liés et seront en mesure d'accepter toute offre émanant d'un tel acheteur ou d'adjuger toutes ou partie de ces Parts Sociales sur base d'un prorata de Parts Sociales Ordinaires, de Parts Sociales de Rendement et de Parts Sociales Préférentielles ainsi que toute autre obligations ou instruments émis par la Société lors d'une telle vente (selon laquelle les Associés sont tenus de vendre une partie de leurs Parts Sociales Ordinaires ainsi que leurs Parts Sociales de Rendement qui, dans chaque cas, est égal à la part de Parts Sociales Ordinaires vendue par l'Investisseur Cédant et une part de leurs Parts Sociales Préférentielles proportionnelles à la part de Parts Sociales Préférentielles vendues par l'Investisseur Cédant) sur base des termes acceptés et en même temps que la vente opérée par l'Investisseur Cédant ou au même moment que l'adjudication de leurs Parts Sociales et tous autres obligations ou instruments émis par la Société, prévoyant ainsi que (i) si et dans la mesure où l'Investisseur Cédant accepte de vendre des classes de Parts Sociales ou d'autres obligations ou investissements différents de ceux contenus dans ces classes de Parts Sociales, certificats et autres instruments détenus par les autres détenteurs de Parts Sociales, l'accord concernant de telles Parts Sociales, certificats et autres instruments devront être alloués en

vertu de l'article 22 qui devra s'appliquer mutatis mutandis et (ii) la responsabilité des autres Associés sera limitée, en cas de représentations, garanties, engagements ou conventions (en l'absence de faute volontaire ou fraude de leur part) à la valeur de la contrepartie perçue pour leurs Parts Sociales et autres obligations ou instruments).

17.2 Aucune vente de Parts Sociales (autres que les Transferts Autorisés) ne sera effectuée par un Associé (la «Partie Cédante») à une ou plusieurs personnes (autre que tout Cessionnaire Autorisé) (l'«Acquéreur») si un/de tel(s) Acquéreur(s) acquiert ensemble plus de 50% de Parts Sociales Ordinaires émises, à moins que l'Acquéreur n'ait fait une offre ferme (ne contenant aucune autres conditions que celles appliquées au transfert proposé de toutes les Parts Sociales respectives) aux autres Associés d'acquérir une part proportionnelle de leurs Parts Sociales et toutes obligations ou instruments émis par la Société alors détenues par eux et proportionnés à la part de Parts Sociales Ordinaires vendue par l'Investisseur Cédant, i.e. une part de leurs Parts Sociales Ordinaires et de leurs Parts Sociales de Rendement (le cas échéant), proportionnellement à la part de Parts Sociales Ordinaires vendues par l'Investisseur Cédant, à un prix au final égal au prix par Part Sociale (ou une partie) et pour lequel les autres obligations ou instruments offerts par l'Acquéreur à la Partie Cédante seront cédés, prévoyant que si et dans la mesure où la/les Partie(s) Cédante(s) a/ont accepté de vendre les classes de Parts Sociales, certificats et instruments, ces-derniers seront alloués en vertu de l'article 22, qui s'appliquera mutatis mutandis. L'offre faite aux autres Associés devra être laissée ouverte pour acceptation au moins 15 (quinze) jours après réception d'une telle offre.

17.3 L'article 17.2 s'appliquera mutatis mutandis en cas de vente de moins de 50% de toutes les Parts Sociales Ordinaires ou des Parts Sociales Préférentielles émises envers un Acquéreur, prévoyant cependant, que les autres Associés puissent vendre, à leur seule discrétion, une part proportionnelle ou toute partie plus faible.

Chapitre VI. - Exercice social

Art. 18. Exercice social.

18.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

18.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par l'Administrateur Unique ou en cas de pluralité d'Administrateurs, par le Conseil d'Administration et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

18.3 Chaque Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 19. Droit de distribution des parts.

19.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

19.2 Le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

19.3 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que les Statuts, l'Administrateur Unique ou en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

19.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise à la majorité des Associés.

Chapitre VII. - Liquidation

Art. 20. Causes de liquidation.

La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

Art. 21. Liquidation.

21.1 La liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité des Associés.

21.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 22. Distribution en cas de Liquidation.

22.1 En cas de liquidation de la Société, les revenus de liquidation seront appliqués aux instruments émis par la Société comme suit:

22.1.1 premièrement, tous les instruments de dettes émis par l'entité liquidée seront entièrement remboursés dans l'ordre de priorité défini dans de tels instruments (sous peine d'être considéré pari passu) et pari passu entre les titulaires d'un instrument particulier, y compris les intérêts accumulés et impayés,

22.1.2 deuxièmement, aux titulaires d'un Montant Additionnel Préférentiel, tel qu'augmenté à tout moment, relatif à ces Parts Sociales Préférentielles additionnées du montant nominale de ces Parts Sociales Préférentielles qui devront être entièrement remboursées pari passu entre de tes titulaires de Parts Sociales Préférentielles, y compris dans chaque cas les dividendes préférentiels accumulés et impayés,

22.1.3 troisièmement, toutes Parts Sociales considérées préférentielles, autres que celles référencées dans l'article 22.1.2 ci-dessus, émises par l'entité liquidée, devront être entièrement payées dans l'ordre de préférence en vertu des

Statuts de l'entité concernée et pari passu entre les titulaires d'une classe particulière de telles Parts Sociales, y compris les dividendes accumulés et impayés,

22.1.4 quatrième, toute autre obligation de capital (autre que des Parts Sociales Ordinaires) émises après la Date de Réalisation (et non encore envisagée dans le Pacte d'Associés), le cas échéant,

22.1.5 cinquième et pour chaque titulaire de Parts Sociales, un montant équivalent au montant nominal du capital social versé de chaque Parts Sociales,

22.1.6 sixième, ce qu'il reste des revenus de liquidation, et qui ne sont pas sujet à distribution partagée avec les titulaires de Parts Sociales de Rendement, seront distribuées entre les titulaires de Parts Sociales Ordinaires (excluant toutes Parts Sociales Préférentielles et toutes Parts Sociales de Rendement) au prorata de leur détention respective; prévoyant que (i) si PS Topco ou toute autre de ses Cessionnaires Autorisés ont garantis des Options aux Gérants, la portion reprise dans le revenu attribuable au garant respectif de telles Options sera augmenté par un montant correspondant à la somme du montant additionnel qui lui serait alloué si les Parts Sociales sous-jacentes aux Options ont été dûment payées et émises et que le montant correspondant aux coûts et dépenses raisonnables de ces Options ne soit pas récupérable autrement et (ii) respectant toute Option valide exercée à ce moment et en vertu de laquelle tout Gérant peut acquérir des Parts Sociales directement de la part de la Société, un tel Gérant sera traité de telle sorte que si les Parts Sociales sous-jacentes aux Options auront été payées et émises en sa faveur, respectant ainsi les termes et conditions des Options et du Pacte d'Associés, et

22.1.7 finalement, sur base d'un prorata ou sur base du principe pari passu (i) à chaque titulaire de Part Sociale de Rendement (sous réserve de la stipulation reprises dans le Pacte d'Associé), ce titulaire devant être un Gérant, à l'égard duquel aucun Evénement de Sortie n'a eu lieu), le montant respectif payable, sous respect de telles Parts Sociales de Rendement et (ii) le reste des Parts Sociales restantes des revenus aux titulaires de Parts Sociales Ordinaires (excluant les Parts Sociales Préférentielles et les Parts Sociales de Rendement) en vertu de l'article 22.1.6 qui s'appliquera mutatis mutandis, prévoyant que dans la mesure du possible que les revenus ne suffisent pas pour tous les paiements dû en application des articles 22.1.1, 22.1.2, 22.1.4, 22.1.5 et 22.1.7 seront payés aux personnes concernées ayant droit au prorata de leurs droits en vertu de cet article.

22.2 Dans le cadre d'une distribution de revenus aux Associés suivant un refinancement du Groupe PS dans une situation qui n'est pas qualifiée en tant que Réalisation, chaque Associé (qui est Gérant), à sa seule discrétion, peut choisir de ne pas participer dans quelque distribution de revenus que ce soit. Dans un tel cas, les droits liés, y compris les droits de préférence et le droit de percevoir des dividendes demeurent inchangés.

22.3 Les droits de liquidation antérieurs s'appliqueront également mutatis mutandis dans la mesure où la loi le permette, dans le cadre d'une vente de tout ou partie des actifs de la Société (ou la Société et ses filiales dans leur ensemble), d'une fusion, d'une acquisition ou d'un rachat de la Société, ou d'une IPO (partielle) de la Société ou une (partielle) Réalisation par voie de vente des Parts Sociales. L'article 22.1 ne s'applique pas en cas de paiements associés à tout rachat en ce qui concerne la réorganisation du programme de participation de la gérance.

22.4 Aucun dividendes ne sera payé aux Associés sans le consentement du (a) Conseil d'Administration et (b) dans les cas prévus par la loi, et de l'Assemblée Générale des Associés de la Société votant à une majorité simple des votes pouvant être exprimés.

Chapitre VIII. - Loi applicable

Art. 23. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Art. 24. Définition. Lorsqu'ils sont utilisés dans les présents Statuts, les termes suivants ont le sens indiqué ci-dessous, étant entendu que toute expression juridique pour toute action, recours, méthode de procédure judiciaire, document juridique, statut juridique, tribunal, document administratif ou de toute notion juridique de chose applicable à une juridiction compétente sont réputés inclure ce qui se rapproche le plus de cette juridiction pour le terme juridique utilisé dans les présents:

Acquéreur	a le sens qui lui est donné sous l'article 17.2;
Administrateur	désigne un membre du Conseil d'Administration à tout moment (ou son remplaçant dûment nommé);
Administrateurs ERISA	a le sens qui lui est donné sous l'article 13;
Affilié ou Affilié	lorsqu'il est utilisé (i) par rapport à une personne désignée (excluant, cependant, toute personne physique), désigne toute personne qui, directement ou indirectement, par un ou plusieurs intermédiaires possède ou contrôle, est détenue ou contrôlée par ou est sous contrôle commun avec la personne désignée. A ces fins, et aux fins de la définition de Palamon Group, le terme «contrôle» (y compris les termes «contrôlant», «contrôlé par» et «sous contrôle commun avec») signifie la possession, directe ou indirecte, du pouvoir d'administrer ou de faire administrer la direction et les politiques d'une entité, que ce soit par la détention de la majorité des droits de vote, par contrat ou autrement, et, pour éviter tout doute, une

	<p>personne qui est le commandité d'une société en commandite contrôle cette société en commandite et, de surcroît, quand il est utilisé (ii) en référence à un membre du Groupe Palamon désigne un autre membre du Groupe Palamon;</p>
Associés	signifie tout titulaire de Parts Sociales à tout moment;
Associés Existants	a le sens qui lui est donné sous l'article 15.4;
Conseil d'Administration	désigne le Conseil d'Administration à tout moment;
Cotation	désigne l'admission à la cotation sur un marché des valeurs mobilières reconnu internationalement des actions (ou des titres équivalents après une reconstruction ou une fusion) de la Société (ou son successeur légal, selon le cas) d'une filiale en propriété exclusive de la Société ou d'une société nouvellement constituée dont la Société ou son successeur légal est une filiale;
Dispositif de Co-Investissement	a le sens qui lui est donné sous l'article 16.1.2;
Documents Financiers	désigne un accord de financement initialement daté du 1 ^{er} février 2007 (tel que modifié/ou mis à jour le 15 mars 2007, 25 juin 2007, 15 décembre 2008, 28 juin 2013 et de temps à autre) entre, inter alia, PS MidCo GmbH et PS Holding GmbH, en tant qu'emprunteurs et garants, DZ BANK AG Deutsche Zentralgenossenschaftsbank, Frankfurt am Main, dont le siège social se situe Platz der Republik, 60265 Frankfurt am Main, Germany, en tant que facility agent et security agent et certaines institutions financières en tant qu'arrangeurs et les prêteurs initiaux et tous les contrats conclus dans ce cadre;
ERISA	a le sens qui lui est donné sous l'article 13;
Expert Indépendant	a le sens qui lui est donné sous l'article 15.6;
Fonds ERISA	désignent ensemble ou séparément Palamon II BOA et Palamon II;
Gérant	désigne un dirigeant, employé ou conseiller d'un membre du Groupe PS qui, suite à une résolution du Conseil d'Administration de la Société et après consultation avec le CEO du Groupe PS, est invité à souscrire directement ou indirectement, des Parts Sociales ou options et les souscrit conformément aux termes des Statuts et du Pacte d'Associés;
Gérant(s) Initiaux Groupe Palamon	<p>désigne Bradley Gould, Markus Wild, Karin Gensow et Michael Lange;</p> <p>signifie:</p> <p>(a) les Fonds Palamon;</p> <p>(b) toute personne étant Affilié (selon la définition du paragraphe (i) de la définition d'Affilié) des Fonds Palamon (les «Affiliés Palamon»);</p> <p>(c) toute personne désignée des Fonds Palamon ou les Fonds Palamon détenant des actifs ou actions pour le compte des Fonds Palamon et des Affiliés Palamon;</p> <p>(d) tout associé commandité ou commanditaire des Fonds Palamon ou de leurs Affiliés;</p> <p>(e) toute personne contrôlée par les Fonds Palamon ou les Affiliés Palamon ou contrôlée par une combinaison des deux or controlled by any combination et tout associé commandité des Fonds Palamon ou des Affiliés Palamon ou qui est contrôlée par un associé commandité d'un des Fonds Palamon ou d'un Affilié Palamon; et</p> <p>(f) tout autre société en commandite, fond ou fonds de placement collectif géré ou contrôlé par (i) un associé commandité d'un Fonds Palamon ou (ii) les Fonds Palamon ou (iii) par toute autre personne contrôlée par, sujet à contrôle par l'associé commandité d'un des Fonds Palamon, (ou d'un des représentants du fond ou du fond de placement collectif);</p>
Groupe PS	signifie la Société et ses filiales à tout moment;
Hypothèque	signifie toute hypothèque, charge, réclamation, nantissement, privilège, restriction, attribution), inscription hypothécaire, intérêt de sûreté, rétention (conservation) de titre, ou un autre accord ou un arrangement dont l'effet est la création de sûreté, ou un autre intérêt, l'équité (les capitaux propres) ou d'autre droit de n'importe quelle personne, ou n'importe quel accord ou arrangement de créer n'importe lequel du même et hypothéquer sera interprété en conséquence;
Investissement Supplémentaire	a le sens qui lui est donné sous l'article 15.5.2;
Investisseurs	désigne les entités énumérées à l'Annexe 2.1 du Pacte d'Associés;
Investisseurs Cédants	trouve sa signification dans l'article 17.1;
Jour Ouvrable	désigne tous les jours excepté samedi, dimanche ou jour férié au Grand-Duché de Luxembourg, en Allemagne ou au Royaume Uni durant lesquels les banques au

	Grand-Duché de Luxembourg, en Allemagne et au Royaume Uni sont ouvertes pour toutes transactions commerciales;
Loi	la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée de temps à autre;
Option(s)	a le sens qui lui est donné sous l'article 15.5.1;
Palamon et Fonds Palamon	désigne Palamon European Equity II, LP, un limited partnership régi par les lois anglaises, ayant son siège social à Cleveland House, 33 King Street, Londres SW1Y 6RJ, Angleterre («Palamon II») et Palamon European Equity II «BOA», LP, un limited partnership régi par les lois anglaises, ayant son siège social à Cleveland House, 33 King Street, Londres SW1Y 6RJ, Angleterre («Palamon II BOA»);
Partie Cédante	trouve sa signification dans l'article 17.2;
Parts Sociales	signifie les parts sociales ordinaires, de rendement et préférentielles de la Société tels qu'é émises à tout moment;
Parts Sociales de Rendement	désigne les 33.198 Parts de rendement qui autorisent chaque Gérant qui est titulaire de ces Parts de rendement dans chaque cas, à la condition que, sous réserve des dispositions du Pacte d'Associés, au moment où la Réalisation est achevée, aucun Evénement de Sortie d'un Gérant sur le Départ (tel que défini dans le Pacte d'Associés) n'a été déclenché à son égard, sur l'éventualité d'une réalisation complète, à un montant égal à 10% du montant par lequel la valeur d'entreprise du Groupe PS convenue avec l'acquéreur à l'égard de cette réalisation dépasse un montant de EUR 130.000.000 (sous réserve de toute dilution supplémentaire à dire qu'en cas tous les associés existants deviennent dilués de 10% des Parts Sociales de rendement deviennent déclenchée si 90% de la valeur de l'entreprise sous-jacente à une réalisation dépasse pas le montant de EUR 130.000.000 et 10% payable aux porteurs des Parts de Rendement sont calculés par le montant par lequel 90% de la valeur de l'entreprise dépasse le montant de EUR 130.000.000), divisé par le nombre Parts de Rendement en circulation;
Parts Sociales Ordinaires	désigne les Parts Sociales Ordinaires ayant une valeur nominale de 0,03 euro chacune, ayant les droit de vote, dividendes et droits de distribution énoncées dans les Statuts et toutes les autres Parts Sociales ordinaires émises de temps à autre avec des droits de vote, de dividende et de distribution égaux l'existantes Parts Sociales Ordinaires;
Parts Sociales Ordinaires Existantes	désigne les 280.500 Parts Sociales Ordinaires émises par la Société avant le 25 septembre 2013, chacune ayant une valeur nominale de EUR 25,00 chacune;
Parts Sociales Préférentielles	désigne les parts sociales préférentielles ayant une valeur nominale de 0,03 euro chacune octroyant à ses détenteurs des droits de vote égaux à ceux des Parts Sociales Ordinaires et les détenteurs de telles Parts Sociales Préférentielles ayant droit à un dividende préférentiel de 10% par an calculé sur la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles additionné d'un montant supplémentaire égal à EUR 0,97 (reflétant la valeur commerciale initiale des Parts Sociales Préférentielles) (un tel montant étant désigné comme le «Montant de Préférence Additionnel»), et, pour toute année spécifique si le dividende préférentiel n'est pas payé, le Montant de Préférence Additionnel sera augmenté en conséquence et les détenteurs de telles Parts Sociales Préférentielles auront le droit aux boni de liquidation et droit de distribution telles que définis à l'article 22;
Plan Asset Regulations	signifie la réglementation «plan assets» (29 CFR 25103-101) sous ERISA;
Réalisation	signifie la Vente ou la Cotation;
Refinancement	trouve sa signification dans l'article 22.3;
Transferts Autorisés	signifie une vente en conformité avec les dispositions de l'article 16 (les cessionnaires des parts sociales transférées étant alors désignés comme les «Cessionnaires Autorisés»);
Statuts	désigne les statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre;
Syndication	signifie la vente de 49% des parts sociales de la Société et autre instruments ou obligations en relation avec toute opération telles que prévues dans les Statuts ou Pacte d'Associés, détenues par les Fonds Palamon ou l'un ou l'autre investisseur pendant une période de 12 mois suivant le 18 octobre 2013;
VCOC	signifie une «venture capital operating company» telle que définie par les Plan Asset Regulations;

Vente signifie une vente de plus de 50% des Parts Sociales ou de l'activité du Groupe PS en une ou plusieurs transactions pour autant que la Vente n'inclue pas le cas de vente par Syndication.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des coûts

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à cinq mille euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: L. HARROCH, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, A.C., le 24 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13846. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013152991/1610.

(130187232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Supernova Lease Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 119.207.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés de la Société, tenue le 14 octobre 2013, il a été résolu ce qui suit:

- De clôturer la liquidation de la Société au 14 octobre 2013,
 - De garder les documents et les livres de la Société au 41, avenue de la Gare à L-1611 Luxembourg et ceci pour une période de cinq ans;
 - Que toutes les dettes de la Société ont été payées et toutes distributions ou provisions ont été effectuées.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MatlinPatterson Global Opportunities Partners II L.P.

Liquidateur

Référence de publication: 2013144456/19.

(130175760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Osmosis International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 87.346.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize,

le seizième jour du mois d'octobre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

«LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé «INTERCONSULT», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

ici représentée aux fins des présentes par:

a) Madame Angelina SCARCELLI, employée privée, demeurant professionnellement au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Monsieur François MANTI, employé privé, demeurant professionnellement au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

les deux agissant en leurs qualités de signataires autorisés de ladite société et habilités à l'engager valablement par leur signature conjointe.

laquelle dernière agissant en sa qualité de mandataire spéciale de:

«Palesto Services Corp.», une société constituée et existant sous le droit de la République de Panama, établie et ayant son siège social à Plaza 2000, 16th Floor, 50th Street Panama-City, République du Panama,

ci-après dénommée «le mandant»,

en vertu d'une procuration sous seing délivrée à Luxembourg, en date du 15 octobre 2013,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par les représentants du mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Laquelle société «INTERCONSULT», agissant es-dites qualités, a déclaré et requis le notaire d'acter:

I.- Que la société «OSMOSIS INTERNATIONAL S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 87 346, a été constituée sous le droit luxembourgeois, suivant acte notarié reçu en date du 08 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1123 du 24 juillet 2002. Les statuts de la société n'ont pas été modifiés depuis lors.

II.- Que le capital social souscrit de la Société est fixé à QUINZE MILLE EUROS (15'000.- EUR) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT CINQUANTE EUROS (150.- EUR) chacune, chaque part sociale étant intégralement libérée.

III.- Que le mandant est devenu successivement propriétaire de toutes les parts sociales de ladite Société.

IV.- Que le mandant, étant le seul associé de la société «OSMOSIS INTERNATIONAL S.à r.l.», a décidé de procéder à la dissolution immédiate de ladite Société.

V.- Que le mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

VI.- Que le mandant, de même en tant que liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que lui, en tant qu'associé unique est investi de tout l'actif et qu'il a réglé tout le passif de la Société dissoute s'engageant à reprendre tous actifs, dettes et autre engagements de la Société dissoute et de répondre personnellement de toute éventuelle obligation inconnue à l'heure actuelle.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée au(x) gérant(s) de la Société dissoute pour l'exécution de son(leur) mandat jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

IX.- Que le mandant s'engage personnellement à régler tous les frais résultant du présent acte.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A. SCARCELLI, F. MANTI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13506. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013147565/56.

(130179881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Restaurant-Friture du Parking S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6471 Echternach, 6, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 106.464.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille treize, le dix-neuf septembre.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Joao Ribeiro, commerçant, demeurant à L-6471 Echternach, 6, rue du Pont, propriétaire de cinquante (50) parts sociales

2.- Madame Arminda Ribeiro Coelho Dias, femme au foyer, demeurant à L-6471 Echternach, 6, rue du Pont, propriétaire de cinquante (50) parts sociales;

Les comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Les comparants sont les deux seuls associés de la société à responsabilité limitée «Restaurant-Friture du Parking S.à r.l.», ayant son siège social à L-6471 Echternach, 26, rue du Pont, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 27 novembre 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Numéro 157 du 17 mars 1998,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 106.464.

Le capital social de la société est de douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR), représenté par cent (100) parts sociales sans valeur nominale, entièrement libérées.

Les associés déclarent avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

Les comparants, en tant que seuls associés, déclarent expressément procéder à la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

Les comparants auront pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

Les comparants déclarent que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, (y compris et non exclusivement d'éventuelles dettes fiscales) actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle; ils assumeront irrévocablement l'obligation de les payer.

Les comparants déclarent que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété des associés, de sorte que la liquidation et la dissolution de la société sont à considérer comme clôturées.

Décharge pleine et entière est accordée par les comparants au gérant pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans à L-6471 Echternach, 6, rue du Pont.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement aux associés ne pourra se faire avant le délai de trente jours (par analogie à l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué à huit cent cinquante euros (850, EUR.-).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.RIBEIRO, A.RIBEIRO COELHO DIAS, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 septembre 2013. Relation: LAC/2013/43319. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, Délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147615/53.

(130180230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

RE-Invest Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 60.000,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 153.090.

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of September.

Before Us, Maître Karine Reuter, notary residing in Pétange.

There appeared:

RE-INVEST PARTNERS LIMITED, a limited company existing and governed by the laws of Malta, with its registered office at Bisazza Street, Tignes Palace, MT SLM 15 Sliema, Malta, here represented by Mrs Laurence HEINEN, residing professionally at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Geneva (CH) on 7th of December 2012,

which proxy shall be signed „ne varietur" by the attorney of the above named person and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that RE-INVEST PARTNERS LIMITED, prenamed, represented as stated hereabove, is the sole current partner of RE-INVEST Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 127, rue de Muhlenbach, L-2168 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies, under number B 153.090, pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster on May 7, 2010 published in the Mémorial C number 1366 of July 2, 2010 (the "Company");

- that the Company's share capital is set at EUR 12,500 divided into 125 shares of EUR 100 each.

- that the agenda is:

- (1) Decision to dissolve the Company and to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire);
- (2) Decision to appoint the liquidator (liquidateur) and to fix the scope of his mission;
- (3) Discharge (quitus) to the managers of the Company for and in connection with their duties as managers of the Company, and
- (4) Miscellaneous.

First resolution

The Sole Partner decides to dissolve and to put the Company into voluntary liquidation.

Second resolution

The Sole Partner decides to appoint as liquidator Mr. Cyril Delamare, born in Sharjah (United Arab Emirates), on 17 April 1979, residing at 29, Chemin du Mûrier, F-01630 Sergy, France (the "Liquidator") who shall be assisted by Laurence Jacques and/or Denis Van den Bulke from the law firm Vandembulke in order to assist the Liquidator in the exercise of his mission.

The Sole Partner decides to empower the liquidator as follows:

- the Liquidator shall have the broadest powers to carry out its mandate, and in particular all the powers provided for by article 144ff. of the law of August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended, without having to ask for authorization of the Sole Partner in the cases provided for by law;

- there shall be no obligation for the liquidator to draw up an inventory;

- the liquidator may, under its own responsibility, for special and determined transactions, delegate to one or several agents any power he will deem appropriate.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to grant full discharge (quitus) to the managers of the Company for and in connection with their duties as managers of the Company.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by his name, first names, civil status and residence, the appearing person, signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le dix septembre.

Par devant Maître Karine Reuter, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

RE-INVEST PARTNERS LIMITED, une société existant et régie par le droit de Malte, avec siège social au Bisazza Street, Tignes Palace, MT SLM 15 Sliema, Malte,

ici représentée par Madame Laurence HEINEN, demeurant professionnellement au 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Genève (Suisse), le 7 décembre 2012,

laquelle procuration, signée „ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

RE-INVEST PARTNERS LIMITED, précitée, est l'unique associée de la société à responsabilité limitée RE-INVEST Capital S.à r.l., avec siège social au 127, rue de Muhlenbach, L-2168 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 153.090, suivant acte reçu par le notaire Jean Seckler, de résidence à Junglinster en date du 7 mai 2010 publié au Mémorial C numéro 1366 du 2 juillet 2010 (la Société),

- que le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500 divisé en 125 parts sociales de EUR 100.

- que l'ordre du jour est le suivant:

- 1) Décision de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire;
- 2) Décision de nommer un liquidateur et de déterminer l'étendue de sa mission
- 3) Décharge (quitus) les gérants de la Société pour et en rapport avec leurs devoirs en tant que gérants de la société;
- 4) Divers.

Ensuite, la partie comparante, représentant l'intégralité du capital, a requis le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de dissoudre et de mettre en liquidation la société avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer en qualité de liquidateur Monsieur Cyril Delamare, né à Sharjah (United Arab Emirates), le 17 avril 1979, demeurant à F-01630 Sergy, 29, Chemin du Mûrier, France (le «Liquidateur»), lequel sera assisté dans l'exercice de sa mission par Laurence Jacques et/ou Denis Van den Bulke de la société Vandebulke.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'attribuer au liquidateur les pouvoirs suivants:

- Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation de l'Associé Unique dans les cas où elle est prévue par la loi.

- Il est dispensé de dresser inventaire;

- Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires tel pouvoir qu'il jugera approprié.

L'Actionnaire Unique décide de donner décharge (quitus) aux administrateurs de la Société pour et en rapport avec leurs devoirs en tant qu'administrateurs de la Société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeure, ils ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signés: L. HEINEN, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13486. Reçu vingt-cinq euros 25.-.

Le Releveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 22 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147614/104.

(130180221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

SMI Holding II S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 181.030.

Extrait de l'acte constitutif de SMI Holding II S.C.S. daté du 24 septembre 2013

1. La dénomination de la Société est SMI Holding II S.C.S.;

2. L'objet du Groupement est la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatives à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

3. L'associé commandité de la Société est SMI LLC, une société existant sous les lois du Delaware, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique.

4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Le siège de la Société est fixé au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

6. La Société sera gérée exclusivement son associé commandité, SMI LLC, précité.

La Société sera engagée par la signature individuelle de l'Associé Commandité, agissant via un ou plusieurs signataires dûment autorisés et désignés discrétionnairement par lui, ou par la signature individuelle ou conjointe de toute personne à qui une délégation de pouvoirs spéciaux aura été expressément conférée par l'Associé Commandité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Pour la société SMI Holding II S. C. S.

Référence de publication: 2013147650/45.

(130180477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

LEA-G S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 155.198.

L'an deux mille treize, le seize octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (Assemblée) de «LEA-G S.A., SPF» (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 155198), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 19 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2179 du 14 octobre 2010.

La séance est déclarée ouverte sous la présidence de Madame Nathalie GAUTIER, expert comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Madame Virginie MICHELS, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Jessica COSTA POVOA, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. - L'ordre du jour de l'Assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la société,
2. Nomination du liquidateur et fixation de ses pouvoirs,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,

II. - Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires et par les membres du Bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III. - Il résulte de ladite liste de présence que toutes les deux mille cent cinquante (2.150) actions représentant l'intégralité du capital social souscrit de la Société fixé à deux cent quinze mille euros (215'000.- EUR) sont présentes à l'Assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée générale prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée DÉCIDE de procéder à la dissolution de la Société et de prononcer sa mise en liquidation avec effet à ce jour.

Seconde résolution

L'Assemblée DÉCIDE de nommer comme seul liquidateur de la Société:

«RSM FHG & Associés», Société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 85.099.

L'Assemblée DÉCIDE d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants de la loi coordonnée sur les Sociétés Commerciales.

- Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

- Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

- Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

- Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Des bénéfiques nets de la liquidation, le liquidateur est autorisé à effectuer, à tout moment, en une ou plusieurs fois, toute distribution en espèces qu'il juge appropriée, eu égard cependant aux dispositions de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires décide d'accorder pleine et entière décharge aux administrateurs et au commissaire au comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. GAUTIER, V. MICHELS, J. COSTA POVOA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13517. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013147481/63.

(130180576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Corpimago S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 81.932.

L'an deux mille treize,

le dix-huitième jour du mois d'octobre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

Monsieur José CAMPS CASELLAS, directeur de sociétés, demeurant à Esplugues de Llobregat, rue Mossèn Jacint Verdaguer n° 45 au premier étage à Barcelone (Espagne),

ici représenté par:

Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration contenant un pouvoir de substitution lui donnée à Barcelone (Espagne), le 17 octobre 2013.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'actionnaire unique de la société «CORPIMAGO S.A.» (la «Société»), une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, constituée suivant acte dressé en date du 04 mai 2001, publié au Mémorial C, Recueil

des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1063 du 24 novembre 2001, page 51 008. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 81.932.

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte dressé par le notaire soussigné à la date du 03 décembre 2007, lequel acte fut publié au Mémorial le 31 janvier 2008, sous le numéro 263 et page 12615.

Laquelle partie comparante, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi l'intégralité du capital social, actuellement fixé à TRENTE CINQ MILLE EUROS (35'000.- EUR) représenté par trois mille cinq cents (3'500) actions ordinaires, d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune, a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique DECIDE la dissolution anticipée de la Société «CORPIMAGO S.A.» prédésignée et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique DECIDE de nommer comme seul liquidateur de la Société:

la société «DEALISLE LTD», une société constituée et existant sous les lois du Royaume-Uni, établie et ayant son siège social au 41 Chalton Street, Londres NW1 1JD (Royaume-Uni).

Troisième résolution

L'actionnaire unique DECIDE d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, telles que modifiées.
- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas où elle est requise.
- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.
- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

DONT ACTE, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le même mandataire a signé avec Nous le notaire soussigné le présent acte.

Signé: B. D. KLAPP, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13630. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013149662/52.

(130183612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2013.

QS Finance Luxembourg, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 109.345.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de Biarritz Holdings, l'Associé Unique de la Société en date du 25 octobre 2013 que:

- l'Associé Unique examine et approuve le rapport du liquidateur;
- l'Associé Unique accorde décharge complète et entière au liquidateur de la Société;
- l'Associé Unique décide du transfert de tous les actifs et passifs connus ou inconnus de la Société à l'Associé Unique de la Société;
- l'Associé Unique décide que la liquidation de la Société est clôturée et que les documents sociaux de la Société seront conservés durant les cinq années suivant la clôture de la liquidation au 9-11, rue de Louvigny, L-1946 Luxembourg.

Le 25 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013149369/20.

(130183134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2013.
